

DE LA
LÉGISLATION DE CLASSE
EN
DROIT CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Jeudi 23 Novembre 1922, à 3 heures 1/2

PAR

G. BLANCHARD

Président : M. RIPERT.

Suffragants : { MM. CARPENTIER } *Professeurs*
 HUGUENEY }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^e

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1922



THESE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
LÉGISLATION DE CLASSE
EN
DROIT CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Jeudi 23 Novembre 1922, à 3 heures 1/2

PAR

G. BLANCHARD



Président : M. RIPERT.

Suffragants : { MM. CARPENTIER } *Professeurs*
 HUGUENY }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^e

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La nuit du 4 Août 1789 enregistra la renonciation de la noblesse et du clergé au bénéfice des privilèges établis à leur profit ; dans ce geste elle vit en fait l'établissement de l'égalité des trois ordres. En droit, cependant, subsistait le principe de distinction des français en trois classes avec chacune sa législation propre : La noblesse et le clergé conservaient leurs législations spéciales et privilégiées, le tiers état sa législation que l'on pourrait dénommer : le droit Commun ; quant aux Serfs ils étaient toujours sans législation puisque toutes les dispositions qui les intéressaient n'étaient qu'obligatoires pour eux et profit pour les trois classes sociales alors reconnues.

Le principe d'égalité sociale devant la loi ne fut légalement reconnu que par la « déclaration des droits de l'homme et du citoyen », élaborée dans les séances des 20 au 26 Août 1789 et définitivement adoptée le 5 Octobre de la même année.

Cette déclaration dispose en effet dans son article premier...

« Les hommes naissent et demeurent égaux en droit... »

« Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité Commune... »

La généralité du principe est telle, que la première partie du texte fait disparaître du même coup toutes les inégalités, toutes les différences de traitement qui subsistaient jusqu'alors ; elle devait avoir pour résultat d'exclure de nos textes toute législation de classe. L'égalité... « des hommes... » exige en effet la suppression de toute différence de traitement, de toute considération non seulement de la classe de l'individu mais encore de sa nationalité et de sa naissance.

Toutefois la seconde partie du texte semble apporter une certaine restriction à la généralité du principe d'égalité.

N'implique-t-elle pas en effet reconnaissance des distinctions sociales lorsqu'elle en détermine les conditions d'existence ? Aussi certains esprits ont-ils prétendu voir dans ce texte non pas uniquement la confirmation du principe antérieurement posé mais sa restriction ; ils ont prétendu y voir une exception, une porte par laquelle le Gouvernement pouvait jeter ses faveurs.

Cette interprétation n'eut du reste que peu de partisans et ne reçut aucune application. *

Par ce texte le législateur ne fait en effet que confirmer le principe d'égalité devant la loi puisqu'il dispose qu'aucune distinction sociale ne doit prendre place dans notre législation ; mais, sagement, il désire que ce principe ne mette pas entrave à la réglementation de certaines professions.

L'utilité commune demande du reste cette réglementation pour assurer à chaque individu la garantie, le certain gage indispensable au crédit demandé pour l'exercice de ces professions.

Une succincte énumération de ces principales lois suffit pour en montrer la parfaite soumission au principe d'égalité et l'absence d'idée de privilège : Ce sont les lois des 27 Ventôse an VIII sur les Avoués, 27 Ventôse an IX sur les Commissaires priseurs, 25 Ventôse an IX modifiée le 4 janvier 1849 sur le notariat, 20 novembre 1806 sur les Avocats, 16 juin 1813 sur les huissiers, 30 novembre 1892 sur les médecins...

La rapidité, la diversité et le grand nombre des opérations commerciales demandent également pour ceux qui les utilisent journellement des dispositions spéciales et différentes de celles du droit Commun ; aussi le législateur, imbu et fidèle au principe d'égalité, s'est-il empressé de donner à ces professionnels un Code, une procédure, un tribunal de Commerce et un tribunal de prud'homme et leur a-t-il accordé de nombreuses exceptions au droit Civil ?

Quel esprit oserait soutenir que ces dispositions constituent autant de traitements de faveur, d'inégalités devant la loi ? Le commerçant n'est-il pas uniquement pris en sa qualité de professionnel d'actes de Commerce ? le législateur prend-il en considération la classe à laquelle il appartient ou même sa naissance ou sa nationalité ? Rien ne nous le laisse supposer !

Une dernière et toute récente application de cette réglementation professionnelle basée sur l'utilité com-

mune, se trouve dans la législation industrielle : celle qui est incorporée aujourd'hui au Code du travail et qui s'adresse à tous les travailleurs, sans considération du montant de leurs salaires :

Ces dispositions législatives datant de la fin du 19^e siècle ont pour but de sauvegarder la santé et les intérêts des travailleurs en réglementant les conditions légales du travail et les conventions relatives au travail.

Nombreuses sont aujourd'hui ces lois et personne, à bon droit du reste, n'oserait les incriminer de constituer un élément de la législation de classe.

La seconde partie du texte de la déclaration des droits de l'homme: « ... les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune » n'est donc dans l'esprit du législateur que l'application, la confirmation, le complément indispensable du principe de l'égalité devant la loi antérieurement posé.

Quant au principe même, l'expression qui le consacre est d'une généralité telle qu'elle exclut chez l'individu toute considération dérivant de la classe dont il fait partie, de la nationalité à laquelle il appartient, et même de sa naissance seule, la différence de sexe laisse encore subsister une certaine inégalité de traitement devant la loi. — Aussi, au lendemain du 26 août 1789 et durant les dernières années du 18^e siècle, son application est-elle absolue ?

L'idée de « classe » est exclue et sans application dans la législation de l'époque: Les privilèges sont abolis et les traitements de faveur accordés à la noblesse et au clergé sont supprimés. Ainsi se réalise l'égalité

devant la loi pour les deux premières ordres de l'ancien régime.

Sous l'influence de la même idée la loi ne connaît plus de « domestiques » ; par un double acheminement : Constitution des 3-14 septembre 1791 et loi électorale du 24 juin 1793, elle institue le suffrage universel et dispose qu'il ne peut exister désormais qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre... « l'homme qui sert... » et « l'homme qui emploie... » Les expressions même de ce texte sont pensons nous, assez explicites Le servage disparaît également et toutes les incapacités qu'il entraînait ne sont plus que souvenirs. Et même, hors du territoire, par application de cette expression générale... « les hommes... ». la Convention fait preuve de son esprit libéral en supprimant par le décret du 4 février 1794 l'esclavage dans toutes nos Colonies.

Avec la déclaration des droits de l'homme l'égalité devant la loi est donc absolue et sans égard pour les classes sociales reconnues sous l'ancien régime.

Les anciennes considérations de « nationalité » sont également sans influence sur la législation ; pour elle en effet l'expression ... « les hommes... » englobe les étrangers au même titre que les nationaux. Le droit civil leur confère par suite les mêmes droits qu'aux citoyens. Ils bénéficient d'une législation empreinte de la plus grande générosité et aucun texte ne vient restreindre la portée de l'expression dont se sert la déclaration de 1789 : Les droits d'aubaine et de détraction sont supprimés par l'Assemblée Constituante

sans aucune condition de réciprocité, les étrangers sont assimilés aux Français en droit privé. Les décrets des 6 août 1790 et 8 avril 1791 sont du reste le couronnement de cette idée. Ne viennent-ils pas en effet leur confirmer le droit de transmettre et d'acquérir au même titre qu'un national.

Les considérations de « naissance » sont au même titre lettre morte pour la législation des dernières années du 18^e siècle : Les bâtards et les enfants légitimes se trouvent soumis au même régime, l'égalité de traitement est réalisée par la loi du 12 brumaire au II lorsqu'il s'agit de la succession de leurs père et mère et elle va même jusqu'à reconnaître aux enfants naturels des droits dans la succession des parents collatéraux. Les enfants adultérins ont aussi une certaine quotité, un tiers, des mêmes droits que les enfants légitimes.

La législation inspirée de la déclaration des droits de l'homme établit donc l'égalité la plus absolue, le nivellement le plus complet; elle ne considère plus que l'homme, sans distinction ni de la classe dont il fait partie, ni de la nationalité à laquelle il appartient, ni même de sa filiation.

Ce principe d'égalité eut les mêmes applications dans les différents domaines et notamment dans ceux de la loi civile, de la loi pénale, de la justice, des charges publiques, de l'admission aux emplois et dignités...

La constitution du 5 Fructidor au III vient du reste confirmer ce travail de nivellement en donnant de l'égalité la définition suivante : ... « elle consiste en ce

que la loi soit la même pour tous soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse...» Ce texte reproduit et confirme la généralité de celui de la déclaration de 1789.

Les « Causes » de cette généralité d'application du principes d'égalité sont faciles à apercevoir : Les efforts successifs et considérables de la Révolution tendaient à la réalisation de la liberté et de l'égalité ; il était donc obligatoire pour le législateur de faire tomber d'un seul coup toutes les dispositions de l'ancien droit pour rompre avec lui et établir une législation nouvelle inspirée des principes de l'époque. Comme l'ancienne législation, fondée sur la distinction des hommes en ordres, en classes sociales, avait abouti à un régime d'injustice indéniable, la cause de cette injustice régnante pouvait être cette classification sociale. Afin de réaliser la justice, l'égalité, ne fallait-il pas supprimer la cause de l'injustice de l'ancien régime ? Ne fallait-il pas supprimer la distinction des individus en classes ? Suivant ce raisonnement qui certes, eut de nombreux militants, la qualité de la justice serait fonction de cette extirpation : la cause du mal fut donc arrachée jusque dans ses racines.

Telle fut la ligne de conduite du législateur de l'époque. Quant à son appréciation ! existait-il avec cette égalité absolue, mathématique, une égalité parfaite et juste, souhaitable et durable...? les faits ne semblent point l'affirmer, car dès les premiers temps de la législation révolutionnaire, une évolution se produisit et donna naissance à un régime de transaction.

A l'époque du « Code Civil » un courant d'idées réactionnaires vint heurter le flot révolutionnaire et ce choc donna naissance à une législation de transaction dans laquelle les idées de l'ancien régime ne furent pas sans influence.

Dès 1804, l'expression de la déclaration des droits de 1789 perd de sa généralité première ; elle reçoit dès lors une interprétation plus restreinte : Le traitement de l'« homme » devient fonction de la « classe » dont il fait partie, de la « nationalité » à laquelle il appartient, de la « filiation » qui le caractérise.

Avec Napoléon la noblesse ancienne reprend ses titres et ils sont dotés de leurs anciennes règles de transmission ; avec lui une noblesse nouvelle prend naissance et se développe à l'image de son aînée par ses règles de transmission et une institution propre les majorats.

Le clergé se voit favorisé par une jurisprudence constante jusqu'en 1888 sur les empêchements au mariage et par une législation propre sur l'insaisissabilité de ses traitements et sur l'obligation militaire... !

Parallèlement au rétablissement temporaire de l'esclavage par le décret du Consulat du 30 floréal au X, la loi connaît à nouveau les domestiques et l'article 1781 du Code civil les place dans une situation d'inégalité choquante vis-à-vis du maître.

L'étranger ne jouit plus d'une législation aussi généreuse : L'article 11 du Code Civil pose désormais, le principe de réciprocité diplomatique comme règle

générale de la condition des étrangers. En matière de succession, les décrets des 6 août 1790 et 8 avril 1791 font place, jusqu'à la loi de 1819, aux articles 726 et 912 du Code Civil : l'étranger est donc non seulement incapable de recueillir une succession mais incapable de recevoir, soit par testament, soit par donation entre vifs.

En matière de compétence l'article 14 du Code Civil déclare que l'étranger, même non domicilié, peut être assigné devant le tribunal français et l'article 16 du même Code déclare qu'il est astreint à fournir la *Cautio judicatum solvi*

Le code de procédure civile de 1806 confirme cette dernière disposition : dans son article 107, il précise les conditions d'application de la *Cautio judicatum solvi* et n'en dispense que l'étranger possédant en France des immeubles suffisants. Enfin l'article 905 du même code établit une nouvelle inégalité de traitement en refusant à l'étranger le bénéfice de cession de biens en matière de contrainte par corps...

Parallèlement à ces dispositions le législateur distingue désormais « l'homme » suivant sa filiation naturelle, adultérine ou légitime : La maxime de l'ancien droit... « Batards ne succèdent pas... » n'est pas insérée au Code Civil, mais elle ne fut pas sans influence sur la rédaction de l'article 756 de ce code : jusqu'à la loi du 25 mars 1896... « ils ne sont point héritiers... » en leur qualité de successeurs irréguliers ils n'ont droit qu'à une quotité de ce qu'ils auraient recueilli s'ils avaient été légitimes.

Les enfants adultérins reçoivent désormais le même traitement que sous l'ancien régime.

La législation de 1804 subit donc l'influence de l'ancien droit, les diverses dérogations au principe d'égalité devant la loi donnèrent naissance à des inégalités de traitement correspondantes aux classes sociales suivantes : la noblesse, le clergé, les domestiques ; ce sont ces différences de traitement que nous nous proposons de mettre en lumière dans le corps de notre étude.

Ces inégalités, comme il nous sera possible de le constater, étaient importantes sous la législation napoléonienne mais elles évaluèrent au cours du « 19^e siècle » pour disparaître progressivement de nos textes légatifs au 20^e siècle. Seules subsistent les dispositions déterminant la condition civile de la noblesse : dès cette époque toutes les inégalités sont disparues et même celles qu'engendrait, sous l'ancien régime, la différence de sexe et qui avaient survécu à l'époque révolutionnaire, ne sont plus en grande partie, que souvenirs.

L'étude de l'évolution des différentes dispositions législatives qui en droit civil ont été votées à l'adresse des classes sociales alors existantes attirera du reste notre attention dans les développements suivants : La situation législative instable de la noblesse nous intéressera tout d'abord, soit par l'évolution de l'ancienne noblesse, soit par la création de la nouvelle noblesse et l'institution, le développement et la suppression des majorats. Nous étudierons ensuite les règles d'acqui-

tion et de transmission des titres de noblesse soit antérieurs à 1814, soit impériaux, soit postérieurs à 1814, et la situation légale des biens composant les majorats. Le clergé retiendra ensuite notre attention avec l'étude de l'empêchement au mariage par l'engagement dans les ordres sacrés puis avec celle de l'insaisissabilité de ses traitements et dans une certaine mesure avec l'évolution de l'obligation militaire.

Les domestiques nous intéresseront également par l'étude de l'article 1781 du code civil et par le rappel de quelques dispositions réglementant la profession.

Les femmes relieront enfin notre attention avec l'étude des diverses incapacités qu'entraînait au 19^e siècle la différence du sexe.

L'étude des précédentes dispositions législatives nous montrera qu'au cours du 19^e siècle le législateur, fidèle au principe d'égalité devant la loi, lutta avec succès contre les poussées réactionnaires qui tendaient au rétablissement des inégalités de traitement profitables à la noblesse, au clergé, aux domestiques ou au sexe masculin. Le « 20^e siècle » ne vit en effet subsister que les dispositions à l'adresse de la noblesse. La justice et l'égalité devant la loi ne furent donc, durant ce siècle, qu'une seule et même idée... « Que tout homme soit égal devant la loi!... que tout privilège disparaisse!... le reste n'est que déplacement de vanité... » tel fut, conformément à la devise de Mirabeau, la profession de foi de notre législateur.

Durant les dernières années de ce siècle s'opère, tou-

tefois, une sensible évolution sous l'influence des théories socialistes. Toutes ces théories, en effet, malgré leur évolution incessante, malgré les nombreuses écoles et le innombrables groupes de militants auxquelles elles donnent naissance, ont un idéal identique : Toutes, elles tendent à « l'égalité devant la fortune » de la masse des citoyens, au partage égal des biens d'un même peuple entre tous les membres le composant.

Par suite de cette évolution, l'idée de justice contient désormais dans son sein deux aspirations : d'une part, l'idée ancienne d'égalité devant la loi et, d'autre part, l'idée nouvelle d'égalité devant la fortune. Ces deux idées, certes, ont des champs d'application et des résultats différents pour ne pas dire opposés et même incompatibles : L'égalité devant la loi demande qu'un traitement uniforme soit appliqué à tous les citoyens et ce, sans aucune considération pour la classe à laquelle ils peuvent appartenir ou pour la fortune dont ils ont la jouissance : Que la loi prenne une forme générale et ne reçoive aucune application spéciale par considération de l'individu, tel est le but poursuivi par le principe d'égalité devant la loi !

L'égalité devant la fortune demande, au contraire, au législateur de prendre en considération la personne de l'individu auquel il s'adresse afin d'opérer progressivement un déplacement, une répartition équitable des biens, afin de faire œuvre de nivellement. Pour réaliser ce but, il faut au législateur, d'une part, favoriser le travailleur modeste, le sans fortune, l'aider à acquérir ou, pour le moins, à conserver un cer-

tain minimum de patrimoine et il lui faut, d'autre part, imposer celui qui dispose de grandes ressources, le capitaliste, pour employer l'expression socialiste, et obliger ce dernier à verser à la masse son excès de capital.

La contradiction de ces deux idées d'égalité est donc manifeste; mais, malgré cette divergence d'application, dès les dernières années du 19^e siècle, nous assistons à l'apparition dans notre législation de l'idée d'égalité devant la fortune. Avec elle surgissent de nouvelles dérogations au principe de l'égalité devant la loi.

Dès cette époque, prend naissance une nouvelle législation de classe, qui, d'une vitalité incertaine durant les toutes dernières années du 19^e siècle, s'affirme au 20^e, pour s'imposer avec la législation de guerre.

Au lieu d'adresser ses faveurs comme sous l'ancien régime, aux classes sociales élevées et par suite fortunées, de la noblesse, du clergé ou des maîtres, la législation nouvelle accorde sa bienveillance aux travailleurs modestes, aux sans fortune, à ceux qui, pour subvenir à leurs besoins journaliers sont obligés de se livrer à un pénible labeur, à ceux qui, par leur travail et leurs privations, ont réalisé un petit capital, à ceux-là encore qui, pour jouir d'un abri, doivent se soumettre aux exigences d'un propriétaire. Et, dans le même but, au lieu d'imposer, comme autrefois, les travailleurs modestes, elle adresse ses rigueurs à ceux qui jouissent de biens étendus, à ceux qui ont vu la fortune leur sourire.

*De nouvelles distinctions sociales apparaissent désormais et donnent naissance à de nouvelles classes : sont présumés travailleurs modestes, les ouvrier*s*, les petits employés, les petits assurés, les petits locataires; ont droit aux rigueurs du législateur les propriétaires, les capitalistes.*

Ces classes, par suite de leur origine, ne sont plus, comme sous l'ancien régime, déterminées par la naissance ou par l'acquisition d'un titre, mais elles sont formées uniquement en considération de l'état de fortune de l'intéressé : Un employé, par exemple, ne sera bénéficiaire d'un certain régime de faveur que si son traitement n'est pas supérieur à un maximum donné. Un propriétaire ne sera titulaire d'une indemnité pour perte de loyers que si son revenu n'excède pas un maximum fixé.

*En conformité avec le principe d'égalité devant la fortune, la nouvelle législation de classe, pour faire œuvre complète de nivellement, reçoit une double application : D'une part, elle protège les travailleurs modestes, elle accorde ses faveurs aux ouvrier*s*, aux petits employés, aux modestes assurés, aux petits locataires; d'autre part, elle oblige, elle accumule les charges contre les gros propriétaires, les titulaires d'importantes successions, les capitalistes.*

Voici du reste la « définition » qui pourrait lui convenir :

*... « Une législation de classe s'adresse aux per- »
« sonnes qui, ayant des besoins semblables, ont »
« des ressources sensiblement équivalentes, dans »*

« le but de protéger le travailleur modeste et d'obliger celui à qui la fortune a souri... »

Les « applications » en sont abondantes dans notre législation contemporaine; elles répondent d'ailleurs au double but signalé par la définition précédente : d'une part, protection des travailleurs modestes et, d'autre part, imposition des privilégiés de la fortune. La protection des travailleurs modestes inspira de nombreuses dispositions législatives à l'adresse respectivement soit des ouvriers ou employés, soit des petits propriétaires, soit enfin des petits locataires. Les dispositions relatives aux ouvriers et employés ont donné les premiers éléments de la législation de classe et nous fourniront les études suivantes.

Celle de la loi du 12 janvier 1895 relative à l'insaisissabilité des salaires et petits traitements et dont les applications contemporaines sont particulièrement concluantes.

Celle de la loi du 9 avril 1898 relative à la responsabilité des accidents dont les ouvriers peuvent être victimes dans leur travail.

L'étude du décret du 28 octobre 1920 maintenant en vigueur, dans les provinces reconquises, le Code d'assurance sociale contre la maladie et l'invalidité, ainsi que son précédent historique dans notre législation : le décret du 17 août 1915 relatif aux retraites ouvrières et paysannes.

L'étude des indemnités de vie chère accordées à la suite des hostilités, par les pouvoirs publics, soit aux

employés de chemins de fer, soit au personnel de l'Etat.

Enfin, celle de la loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée, qui accorde à la femme laborieuse l'administration et la disposition des produits de son travail, dénommés biens réservés.

Telle sera l'étude de la « législation des ouvriers »...

Quant à celle des « petits propriétaires », puisque telle est la dénomination consacrée par le législateur lui-même, elle est de date plus récente et d'une étendue moins variée.

A peine avait-elle pris naissance lors de la déclaration de guerre en 1914 ! Jusqu'alors, elle n'avait reçu qu'un timide essai de définition dans la loi du 12 avril 1906, relative aux habitations à bon marché. La bienveillance de la législation de guerre ne lui fut que favorable ; elle ne se contenta pas, en effet, de vulgariser l'acquisition de la petite propriété, mais, s'adressant aux assurés modestes, aux travailleurs prévoyants, elle les dispensa de la prorogation d'échéance qui devait régir tous les contrats d'assurances. Postérieurement à cette nouvelle application, la législation contemporaine est venue à son tour lui donner une récente extension dans la loi du 2 juillet 1919, relative au règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants malheureux et les créanciers.

Enfin, la « législation des loyers » complète les dispositions législatives à l'adresse des travailleurs modestes ; elle prend naissance aux heures troublées de la

déclaration de guerre, s'échelonne par des décrets successifs trimestriels jusqu'à la loi du 9 mars 1918 et constitue la législation provisoire des loyers. Elle donne la définition du « petit locataire », puis, nonobstant les droits du propriétaire, elle lui accorde tout d'abord la jouissance des lieux, puis la prorogation d'échéance et enfin l'exonération totale du paiement de ses loyers échus.

Telle est une des dernières applications de la protection des travailleurs modestes; à elle seule elle nous atteste l'étendue de la vitalité de la « législation de classe » dans nos institutions contemporaines.

Le second élément de l'égalité devant la fortune est constitué par les mesures d'imposition dictées par le législateur à l'encontre des privilégiés de la fortune. Ces dispositions sont principalement d'ordre fiscal et par suite hors du droit civil. Toute la législation fiscale contemporaine, en effet, par une récente interprétation des termes de la déclaration des droits de l'homme de 1789 tend à substituer l'impôt progressif à l'impôt proportionnel. Elle prend désormais en considération la fortune de l'intéressé pour lui appliquer un traitement différent et d'autant plus onéreux que ses ressources sont plus élevées. C'est à ce but que répondent les lois instituant l'impôt sur les bénéfices de guerre et sur le chiffre d'affaires ainsi que celles qui réglementent les impôts sur les successions et sur le revenu. C'est à ce même but que répondent les diffé-

rents tarifs des officiers ministériels du 29 décembre 1919.

Le domaine fiscal n'est toutefois pas exclusif, car une loi civile reproduit cette idée d'imposition du capitaliste : c'est la loi du 9 mars 1918. Après avoir défini la situation du locataire, elle s'inquiète de celle du propriétaire en se soumettant fidèlement au principe de législation de classe, non seulement par la mise à la charge du propriétaire du montant des loyers exonérés, mais par ses modes d'attribution et de paiement de l'indemnité allouée par l'Etat.

La loi du 31 décembre 1917 établit par ailleurs la jonction des domaines fiscal et civil dans la législation de classe; en instituant un impôt progressif sur les successions, elle tend, en effet, à déroger aux règles d'hérédité par le détournement au profit du trésor d'une part héréditaire variable et parfois considérable.

Telle sera l'étude du second élément de l'égalité devant la fortune; elle aura pour but de montrer la tendance de la législation contemporaine vers l'imposition des capitalistes, vers une double législation de classe

Dans ce but, les développements postérieurs répondront à l'ordre des considérations suivantes.

SOMMAIRE :

I. — ETUDE DES INEGALITES DE TRAITEMENT LEGISLATIF AU COURS DU 19^e SIECLE.

- 1^o *La noblesse, son évolution, le régime de ses titres et des majorats.*
- 2^o *Le clergé, son empêchement au mariage et l'insaisissabilité de ses traitements.*
- 3^o *Conditions civiles des domestiques sous l'empire de l'article 1781 du code civil.*
- 4^o *Incapacités entraînées par la différence de sexe.*

II. — ETUDE DE LA LEGISLATION DE CLASSE AU 20^e SIECLE :

A. — PROTECTION DES TRAVAILLEURS MODESTES.

1^o *Législation des ouvriers.*

- a) *Insaisissabilité des salaires et petits traitements (12 janv 1895).*
- b) *Responsabilité des accidents de travail (9 avril 1898).*
- c) *Assurance sociale et retraites ouvrières et paysannes.*
- d) *Indemnités de vie chère.*
- e) *Libre salaire de la femme mariée (13 juillet 1907).*

2^o *Législation des petits propriétaires.*

- a) *Habitation à bon marché et acquisition de la petite propriété.*
- b) *Dérogation à la prorogation d'échéance pour le petit assuré.*
- c) *Règlement transactionnel entre le commerçant malheureux et le créancier*

3^o *Législation des « petits loyers » (9 mars 1918).*

B. — MESURES D'IMPOSITION A L'EGARD DES CAPITALISTES.

- 1^o *Indemnité au propriétaire pour exonération de loyers (9 mars 1918).*
- 2^o *Législation fiscale: Impôt progressif sur les successions (31 décembre 1917).*

TITRE PREMIER

ÉTUDE DES

INÉGALITÉS DE TRAITEMENT

DANS LA LÉGISLATION

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

DE LA NOBLESSE

Histoire de la législation réglementant la noblesse et les majorats.

Noblesse.

Dans le *«dernier état du droit monarchique»*, la noblesse languissait, pendant des siècles elle fit entendre ses doléances, elle était, pour prendre l'expression d'un auteur, « comme un malade entouré de médecins qui prodiguent au moribond, avis et conseils » ; aussi les privilèges qu'elle conférait alors, étaient-ils surtout honorifiques.

Le plus caractéristique parce que très historique, est bien inoffensif : le gentilhomme peut timbrer ses armoiries ; un attribut supérieur qui suppose un fait matériel très simple, utile et nécessaire au public, le fait,

par exemple, de s'équiper complètement à cheval, a engendré le droit à un signe.

Les autres privilèges sont de même nature : le gentilhomme est exempt de corvée personnelle, de taille, il n'est pas astreint au droit de franc fief, et il a seul accès à certaines fonctions et dignités en jouissant de quelques privilèges honorifiques et juridiques.

Honorifiques, tels étaient avant tout les avantages résultant des privilèges dans le dernier état du droit ; aussi les abolitions successives de la noblesse, des titres et armoiries, des substitutions, réalisées respectivement par les décrets des 5 octobre 1789, 19 et 27 juin 1790 et la loi du 14 novembre 1792 furent-elles plus théoriques que pratiques et n'engendrèrent-elles aucunes conséquences de premier ordre. Necker, du reste, avait jugé ces décisions peu sensées et demandé, inutilement d'ailleurs, d'en ajourner la sanction.

« Quant aux titres et à la physionomie du nom, tout ce langage a un double caractère, remarquait à juste titre un auteur... c'est une sorte de patrimoine moral des familles et qui rappelle parfois de grands et nobles souvenirs... Ils semblent placés dans une sphère inexpugnable contre laquelle toutes les tentatives d'abolition viendront se briser... »

Mirabeau lui-même le constate en prenant une résolution pratique (1) : « Ce qu'il est impossible d'arracher du cœur des hommes, dit-il, c'est la puissance des souvenirs... La vraie noblesse est en ce sens une propriété aussi indestructible que sacrée... Que tout le

(1) Mirabeau cité par Decrue, *Revue historique*, t. XXIV, p. 316.

monde soit égal devant la loi, que tout monopole disparaisse ! tout le reste n'est que déplacement de vanité !... »

Aussi les suppressions de 1789, 1790 et 1792 furent-elles éphémères ! « *Napoléon* », en effet, sans rétablir les anciens titres, en crée de nouveaux ; il veut reconstituer, non pas seulement d'apparence, mais la réalité d'une noblesse, assise sur des fiefs héréditaires ; il rattache à cette pensée l'institution de la « *Légion d'honneur* ».

Cette étrange tentative de résurrection est l'assise inférieure d'un système de grands fiefs (bâti souvent en l'air et n'ayant de territorial que l'apparence) ou si l'on veut, des majorats ; tel est, en effet, le nom que, par retenue, les légistes adoptent en 1808.

Aux entours de cette pensée, un peu vague, d'une restauration nobiliaire et féodale par la légion d'honneur, Napoléon hésite et tourne.

Il conçoit à l'origine, l'ordre nouveau sous un aspect très matériel : il divise le territoire de la République et treize cohortes de la légion d'honneur et établit dans chaque cohorte un chef-lieu, siège, magnifiquement installé du reste, de l'état-major de la cohorte. Il nous est permis de douter que ce plan ait reçu un commencement d'exécution.

Mais en 1808, Napoléon entre directement dans la voie de la restauration nobiliaire : Il décrète que (1) « les membres de la légion d'honneur et ceux qui, à l'avenir, obtiendront cette distinction, porteront le titre

(1) Statut, 1 mars 1808.

de chevalier ». Ce titre reçoit son mode de transmission propre (1): « à la descendance directe et légitime, naturelle et adoptive, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, de celui qui en est revêtu, en se retirant devant l'archichancelier de l'empire afin d'obtenir à cet effet les lettres patentes et en justifiant d'un revenu de 3.000 francs au moins ».

Et pour permettre ce mode de transmission dans le sein des familles qui ne peuvent justifier d'un revenu minimum de 3.000 francs, une confirmation accordée par le garde des sceaux est instituée dès 1810 (2).

« Après trois confirmations consécutives, la transmission dudit titre a lieu sans autre formalité que le visa du conseiller du sceau des titres ».

La déclaration de Saint-Ouen (3), avec logique, ainsi que la « *Charte de 1814* » reconnaissent la nouvelle noblesse : la noblesse impériale et insoufflent la vie à l'ancienne, la vraie noblesse. Prétendant du reste « attacher à la légion d'honneur un mode d'hérédité plus conforme aux anciennes lois et usages de la noblesse du royaume et déjà établi pour l'ordre de St-Louis le roi, dans l'ordonnance des 8 et 14 octobre 1814, reprend la pensée impériale et confirme son système d'accession à la noblesse par la voie de la légion d'honneur : « Lorsque l'aïeul, le fils, et le petit-fils auront été successivement membres de la légion d'honneur, sous certaines conditions de fortune et de chancellerie, le petit-fils sera noble de droit et transmettra sa no-

(1) Décret, 1 mars 1808.

(2) Décret, 3 mars 1810.

(3) 2 et 5 mai 1814.

blesse à toute sa descendance ». « Il transmettra aussi son titre de chevalier... »

Ce mode d'accession à la noblesse ne fut du reste pas très en honneur; il n'y a, en effet, aujourd'hui en France qu'un très petit nombre de chevaliers héréditaires de l'ordonnance sus datée. Les dernières applications furent faites sous la troisième République, sous le maréchal Mac-Mahon. Un peu plus tard, « *Dufaure* », garde des sceaux, hésite même à donner suite aux affaires de ce genre qui lui sont transmises. Il consulte le conseil des ministres, qui est d'avis de ne pas s'occuper de ces transmissions de titres. Dufaure traduit alors cette décision sous une forme humoristique; il écrit sur le paquet de dossiers qui lui était remis par les référendaires, ces mots « *requiescant in pace* ». Telle est l'épithaphe inscrite sur cette tombe par le garde des sceaux lui-même et qui tarit cette source de noblesse par accession.

Mais parallèlement à cette suppression, les simples investitures de titres, les transmissions « *ipso jure* » par la mort du titulaire, les investitures que l'on peut qualifier: constatations d'un droit, subsistent toujours, du moins en théorie, car elles sont fort négligées « *de nos jours* ».

Elles ne sont point gratuites, on le soupçonne. Il existe à cet effet deux tarifs différents, celui du 17 mars 1808 et celui du 18 juin 1817; les tarifs de la Restauration sont du reste beaucoup plus élevés que ceux de l'Empire; le noble qui remet ses titres impériaux par soumission au roi, pour avoir les titres

royaux, comprit donc fort mal ses intérêts pécuniaires (les derniers tarifs étant environ huit fois supérieurs aux précédents).

Aujourd'hui du reste, par esprit d'économie, bon nombre de titulaires de titres, princes, ducs, comtes, marquis... et autres semblables négligent, à la mort du titulaire, de « se retirer devant le chancelier ». Non pas que la noblesse héréditaire soit moins goûtée parmi nous qu'autrefois. On ne saurait dire ici que la vanité se soit déplacée. Outre que nos lois, si différentes de nos mœurs, servent assez mal notre vanité, celle-ci a su s'ouvrir des voies plus faciles et plus rapides que l'étroit et obscur débouché offert par des décrets impériaux et l'ordonnance de 1814.

Napoléon, du reste, ne s'est pas contenté des chevaliers héréditaires de la légion d'honneur, il eut des « *chevaliers d'empire* », modernes gentilhommes, tout près de leurs frères les légionnaires. Ce sont là du reste dans notre histoire des curiosités sans portée, car ni les unes ni les autres n'ont produit d'effets généraux appréciables pour la genèse de la noblesse héréditaire qui, après avoir franchi diverses lois abolitives clôturées par celle du gouvernement provisoire de 1848, nous est parvenue dans sa presque intégralité légale.

Les privilèges et les droits féodaux de l'ancienne noblesse ont, en effet, disparu, mais il nous reste légalement quelque chose d'héréditaire qu'on peut appeler l'image de la noblesse. Cette image se compose de trois faisceaux : le faisceau monarchique, antérieur à

1789, le faisceau impérial de 1808 et enfin le faisceau postérieur à 1814, celui de la Restauration, du Gouvernement de Juillet et du second Empire; nous en étudierons bientôt les modes d'acquisition et de transmissions.

Majorats.

Parallèlement aux fluctuations et consécutions de la noblesse, nous assistons à la conception et à la naissance des majorats.

La première édition du « *Code civil* », promulguée sous le Consulat, n'exceptait pas les majorats de la prohibition générale des substitutions, pour les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire. Mais « *Napoléon* », pour balancer les anciennes familles qu'il n'espérait guère rallier à lui, cherche à créer une nouvelle aristocratie. Le décret du 28 Messidor an XII vient dans ce but établir un rang de préséance dans les cérémonies; dès lors, une simple circonstance sert de prétexte à la création des majorats : la princesse Pauline et le prince Borghèse son époux, avaient cédé au royaume d'Italie leur principauté de Guastalla; un Sénatus-consulte du 14 août 1806 profite de l'occasion pour introduire le majorat sur le sol français.

Il déclare que le prix de cette cession sera employé à acheter sur le territoire français des biens qui seront possédés par la princesse Pauline, le prince Borghèse son époux et les descendants nés de leur union, de mâle en mâle, et quant à l'hérédité et la réversibilité

— quittes de toutes charges de la même manière que devait l'être la dite principauté et aux mêmes charges et conditions.

En même temps, il introduit une disposition générale qui confère à l'Empereur le droit, quand il le jugera convenable, soit de récompenser de grands services, soit pour exciter une utile émulation, soit pour concourir à l'éclat du trône, d'autoriser un chef de famille à substituer ses biens libres pour former la dotation d'un titre héréditaire qu'il engagera, en sa forme réversible, à son fils aîné, né ou à naître et à ses descendants de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. Le principe posé, Napoléon n'a garde d'en négliger les conséquences. Par un premier décret du 1^{er} mars 1808, il crée une noblesse nouvelle pour laquelle il déclare les titres héréditaires et transmissibles aux fils aînés, à condition préalable que le père ait institué en leur faveur un majorat.

Le même jour paraît un second décret qui organise définitivement les majorats; il distingue deux sortes de majorats : ceux de propre mouvement et ceux sur demande et il frappe d'inaliénabilité les rentes sur l'Etat affectées aux majorats. Des décrets postérieurs viennent régler la situation des biens constituant certains majorats et les placer hors du droit commun, confirmant ainsi les dispositions du décret du 1^{er} mars : un décret du 28 octobre 1808 dispose, par exemple, à l'égard des biens domaniaux de l'Allemagne, formant la dotation des majorats, que ces biens ne peuvent être aliénés ou échangés que dans les formes

déterminées par le décret du 1er mars. Le décret du 17 mai 1809 également, autorise la femme mariée à constituer en majorat, en faveur de son mari et de leurs descendants communs, les biens à elle propres, sans qu'il soit besoin d'autre autorisation que celle requise par l'article 217 du Code Civil. Telle est l'œuvre principale de Napoléon qui, dans chacune de ses applications, constitue autant de dérogations nouvelles au droit commun.

La « *Restauration* », on le comprend, maintint les majorats et en favorisa le développement.

L'ordonnance du 25 août 1817 dispose dans ce but que nul ne sera appelé à la Chambre des Pairs, les ecclésiastiques exceptés, s'il n'a, au préalable, obtenu l'autorisation de former un majorat et s'il n'a institué ce majorat. Cette ordonnance distingue trois classes de majorats de pairs : ceux attachés au titre de duc, lesquels ne pourront être composés de biens produisant moins de 30,000 francs de revenu net, ceux attachés aux titres de marquis et de comte qui ne pourront s'élever à moins de 20,000 francs de revenu net et ceux attachés aux titres de vicomte et baron lesquels ne pourront s'élever à moins de 10,000 francs de revenu net.

Elle invite en outre les membres actuels de la Chambre des Pairs à constituer eux-mêmes des majorats.

Le 5 août 1819 une nouvelle ordonnance, modifiant en cela celle du 25 août 1817, affranchit de l'obligation de constituer des majorats, soixante nouveaux pairs qu'elle introduit à la Chambre, mais, elle s'em-

presse de déclarer qu'ils ne pourront transmettre héréditairement leur dignité qu'en fondant un majorat.

Enfin paraît l'ordonnance du 10 février 1824 qui, revenant au décret du 1er mars 1808, porte qu'à l'avenir les titres de baron, de vicomte, de comte, de marquis, de ducs seront personnels et ne passeront aux enfants et descendants en ligne directe qu'autant que les titulaires auront été autorisés à constituer et auront constitué en fait le majorat affecté au titre dont ils sont revêtus.

Tel est au surplus le résultat de cette législation de faveur dont jouissent les majorats jusqu'au moment de la révolution de 1830 : Il avait été fondé depuis le décret du 1er mars 1808, quatre cent quarante majorats représentant un revenu de trois millions huit cent dix neuf mille quatre cent trente quatre francs vingt quatre centimes. Ce chiffre correspond d'ailleurs à l'apogée des majorats de l'époque impériale, la législation récente ne leur accordant pas la même faveur qu'aux titres de noblesse.

Après la Restauration, la nouvelle « *Charte de 1830* » respecta, il est vrai, les titres de noblesse, mais la loi du 29 décembre 1831 en abolissant l'hérédité de la pairie rendit les majorats à peu près sans objet.

La révision du Code Pénal leur porta un dernier coup, en effaçant de son texte la disposition qui, pour garantir à la noblesse ses prérogatives, édictait des peines contre l'usurpation des titres. Aussi à diverses reprises, l'abolition des majorats est-elle demandée

aux Chambres, mais elle n'est prononcée que par la « loi du 12 mai 1835 ».

Cette loi prononce « l'abolition » des majorats pour l'avenir, c'est-à-dire qu'elle défend d'en établir de nouveaux. Mais son application devait-elle frapper de même coup ceux qui avaient été établis? Le pouvait-elle sans blesser des droits légitimes?

Ces considérations amenèrent le législateur à faire une distinction! les majorats de propre mouvement ayant été institués pour récompenser d'utiles services rendus à l'Etat, on ne crut pas digne de la nation, on ne crut pas que la justice même pût permettre de dépouiller les familles des récompenses dont elles avaient été l'objet. Mais, comme ces biens devaient faire retour à l'Etat, en cas d'extinction de la descendance, on ne crut pas non plus pouvoir les déclarer libres entre les mains des titulaires et dépouiller ainsi la Nation d'une éventualité qui tôt ou tard se réalisera. Le législateur prit donc le parti de laisser subsister cette espèce de majorats jusqu'à l'accomplissement de la condition qui doit les résoudre.

Tel est du moins le motif qui fut allégué, car le véritable n'est peut-être pas autre que celui qui a inspiré la restauration des majorats parmi nous. On a pensé que c'était une pierre d'attente dans nos institutions maintenue par les habiles; Isly ou d'autres actions d'éclat viendraient se poser sur elle jusqu'à ce que les circonstances permissent, au milieu des contradictions et des défaillances de ce qu'on a appelé la

bourgeoisie, de relever une institution qui a manqué à la féodalité.

Après le vote de ces décisions, restaient les majorats de demande ? Le législateur les crut contraires à l'intérêt politique ; il importe, déclara-t-on, que notre législation soit uniforme, que quelques parties de nos lois ne donnent un démenti au principe fondamental d'égalité, qu'il n'y ait pas de familles dans lesquelles se maintiennent le privilège et qu'enfin toutes les propriétés restent dans le commerce. Ces majorats ne paraissent pas moins contraires à l'intérêt des familles : « la justice et l'humanité, déclarait en effet M. Paraut (1), font un devoir de ramener l'égalité entre les enfants qui peuvent avoir également hérité de leur père...

L'exécution de la loi abolitive des majorats n'était du reste pas sans difficultés..!

Devait-on déclarer immédiatement les biens libres entre les mains du titulaire ? Une famille s'est formée sur la foi et avec la perspective du majorat ; pouvait-on, sans trahir cette prévision, donner le droit d'aliéner, d'hypothéquer les biens ? Le législateur se préoccupa de ces difficultés, et après de nombreuses propositions et discussions, il adopta un régime de transaction.

La réforme introduite par la loi de 1835 ne parut pas assez radicale à l' « *Assemblée Constituante de 1848* ». La Révolution de février venait d'abolir les titres de noblesse ! Pouvait-on dès lors, sans contradiction manifeste, laisser subsister quelques vestiges des

(1) Discours du 8 décembre 1834 : *Moniteur* du 9.

majorats, lesquels n'en sont que des annexes ?...

L'« *abolition* » définitive en est demandée par MM. Parieu et Flocon et après trois lectures, elle est prononcée sur un remarquable rapport de M. Valette par la loi du 7 mai 1849. Ainsi les majorats sont abolis pour l'avenir, mais leurs effets subsisteront encore durant des siècles, par suite des réserves contenues dans les lois abolitives.

Les majorats de propre mouvement sont respectés jusqu'à la descendance masculine. La transmission des majorats sur demande a lieu en faveur des appelés du second degré, nés ou conçus avant la promulgation de la loi de 1849.

Ces dispositions reconnaissent donc encore, malgré l'abolition, l'existence de certains majorats; tout doute relatif à cette reconnaissance est du reste dissipé par certains documents législatifs postérieurs.

La loi du 9 juillet 1852 autorise, en effet, la délégation pendant quatre années des revenus du majorat du duc de Bellune et la loi du 10 juin 1853 permet au duc de Padoue de céder à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans un hôtel faisant partie de son majorat.

« *Actuellement* » il subsiste encore trois majorats sur demande pour une somme de 10,376 de rente 3 %.

En 1905 il existait encore trente neuf majorats de propre mouvement représentant un revenu annuel de 1,055,584 fr.

La loi des finances du 22 avril 1905 continue il est vrai l'abolition commencée par la loi de 1835; elle contient des dispositions tendant au rachat d'une par-

tie des majorats en vigueur, mais cette loi est d'un champ d'application très restreint et pratiquement il n'a pas été fait usage de ses dispositions.

Les majorats de l'époque impériale sont de nos jours d'une vie rare et d'une durée limitée, mais cependant d'une existence certaine; ils se sont perpétués jusqu'à nous avec leurs caractères spéciaux et leur législation propre; dans notre droit ils sont encore hors du commerce, hors du droit commun; dans les développements postérieurs, nous nous proposons d'ailleurs d'étudier le régime des biens composant les majorats.

N. B. Références :

L. 9 juill. 1852 cf. D. P. 52-182.

L. 10 juin 1853 cf. D. P. 53-4-119.

L. 30 avril 1905 at. 29 cf. D. P. 1905-4-139.

Etude de la législation réglementant la noblesse et les majorats.

Régime des titres nobiliaires.

Après une évolution mouvementée au cours des 18^e et 19^e siècles, la noblesse par suite de la suppression de tous les textes abolitifs, se trouve reconnue par la législation contemporaine; de ce fait, elle reçoit de celle-ci une définition ainsi qu'une protection tacites.

Sa définition serait la suivante : la noblesse est la classe sociale qui a la propriété et, par suite, la jouissance de titres nobiliaires. Cette propriété, comme tout autre, a des modes d'acquisition et de transmission qui, dans le silence des textes, ne sauraient être autres que ceux de la législation de l'ancien régime tamisée par les lois abolitives postérieures et interprétées par la jurisprudence subséquente. La « *jurisprudence* » représente donc la législation contemporaine de la noblesse.

Le titre seul constitue la noblesse, aussi ne faut-il pas lui assimiler la « *particule nobiliaire* » qui n'est

qu'une partie du nom sans valeur spéciale et n'indiquant pas la noblesse : on peut très bien être noble sans le « de » et roturier avec le « de » (1). Cette assimilation n'est qu'une erreur vulgaire, bien qu'elle ait une origine historique : du temps où l'on arrivait à la noblesse par l'acquisition d'une terre noble avec addition du nom du fief.

Depuis 1858 cependant, la question a pris un aspect tout à fait nouveau et assez élégant : on se demande si l'erreur vulgaire touchant la particule nobiliaire ne serait pas devenue une vérité juridique depuis la loi du 28 mai 1858 qui modifie l'article 259 du Code Pénal ! Voici en quoi consiste ce raisonnement curieux mais sans valeur : La particule est visée dans la discussion de la dite loi et elle est visée, par des ignorants, comme nobiliaire ; cela ne suffit-il pas pour qu'elle devienne nobiliaire, puisque ces ignorants-là sont nos législateurs !

Le titre constitue donc seul la noblesse ; son acquisition ou sa transmission entraînera par suite l'acquisition ou la transmission de la noblesse.

Acquisition.

Pour l'acquisition, la jurisprudence moderne maintient la règle que l'ancien droit a proclamée et qu'une

(1) Lyon 24 mai 1865 cf. D. 65 2 163.

Toulouse 15 mars 1893 cf. D. 93 2 334.

N. B. Références :

Agen, 28 décembre 1857 : cf. D. P. 59 2-89.

Paris, 15 janvier 1861 : cf. D. P. 61-1-176.

Paris, 4 décembre 1863 : cf. D. P. 64-2-12.

Aix, 10 juin 1869 : cf. D. P. 70-2 42.

Nîmes, 21 décembre 1864 : cf. 77-2-121.

longue tolérance a seule laissée infléchir; elle maintient en somme la législation de classe proclamée par l'ancien régime et se contente d'y apporter une interprétation restrictive et de lui réserver un champ d'application moins étendu que sous l'empire du droit monarchique. Elle décide, en effet, qu' « ...à partir de l'ordonnance de Blois de 1579, qui n'a jamais été abrogée, l'achat d'un fief noble a cessé d'avoir pour effet de conférer à l'acheteur non noble, soit la noblesse, soit le titre attaché au fief... » ... Ce sont les propres termes d'un arrêt de la Cour d'Agen du 28 décembre 1857 rendu dans l'affaire Coudère de Lancan.

Elle décide également dans de nombreux arrêts rendus respectivement le 15 janvier 1861 dans l'affaire Laroche... par la Cour de Paris le 4 décembre 1863 dans l'affaire de Carré... par la Cour d'Aix le 10 juin 1869 dans l'affaire de Causans... que... « depuis l'abolition du régime féodal, l'acquisition d'un ancien fief ou terre noble, ne peut conférer à l'acquéreur le droit d'ajouter à son nom patronimique le nom de cet ancien fief... »

Elle décide dans le même sens, en un arrêt de la Cour de Nîmes du 21 décembre 1864 dans l'affaire de Causans que... « la possession d'une terre anciennement titrée ne saurait conférer aucun titre nobiliaire à celui qui s'en trouve nanti... »

C'est la conséquence, déclare cet arrêt, des décrets des 4, 6, 7, 8 et 11 août et 3 novembre 1789 qui ont... « détruit complètement le régime féodal... » et non (comme l'ont dit à tort les arrêtés des 4 décembre 1863

et 10 juin 1869 précités) la loi des 19-23 juin 1790 qui ont « ... aboli la noblesse héréditaire et les titres de prince, duc, comte, marquis et autres semblables ».

Mais lorsqu'il s'agit de l'emprunt fait à un ancien fief, non d'un nom, mais d'un titre, c'est-à-dire du signe le plus énergique de la propriété féodale, les deux textes se réunissent pour condamner la prétention de l'acquéreur.

A l'inverse... « une famille qui aliène une terre titrée n'a que le droit d'en garder le nom sans le titre... » Tels sont les termes d'un arrêt de la Cour de Paris du 3 décembre 1857 dans l'affaire Clermont-Tonnerre (1).

Ce court dépouillement atteste la reconnaissance et la soumission de notre jurisprudence aux règles d'acquisition de la noblesse sous l'ancien régime: Les titres de noblesse ne sont donc pas dans le commerce et comme tels ne peuvent, par exemple, faire l'objet d'un contrat de vente conforme aux règles de droit commun.

L'acquisition de la noblesse ne peut, en conséquence, avoir lieu qu'en conformité avec les règles de l'ancien droit, avec la législation de classe de l'ancien Régime, qui, par son application constante et régulière est venue prendre place dans notre législation contemporaine et constituer une dérogation formelle au principe d'égalité devant la loi.

(1) Paris, 5 décembre 1857 cf. Le Droit 6 décembre 1857.

Transmission.

L'acquisition de la noblesse confère au titulaire la propriété d'un titre transmissible à ses héritiers.

En principe, la transmission des titres est soumise aux règles établies pour cette dévolution, à l'époque où ils ont été acquis et aux conditions spéciales qui ont été déterminées par les actes de collation. Mais ce principe général n'a cessé de subir, soit juridiquement, soit pratiquement quelques dérogations particulières. Il fut du reste fort contesté.

On a récemment soutenu que les titres ne sont plus aujourd'hui que les accessoires des noms, qu'ils en font partie intégrante et qu'ils doivent dès lors se transmettre comme eux, avec eux. Par suite, toute personne revêtue du nom d'une même famille, tous les héritiers de ce nom, auraient, « ipso facto », le droit de porter le titre qui y est attaché. Cette opinion s'appuie sur divers passages du rapport de M. de Miral au corps législatif en 1858 et notamment sur ceux-ci (1) «... c'est le caractère propre des distinctions nobiliaires, de s'étendre à la famille de celui qui les obtient... Il n'y a plus à se préoccuper des différences qui ont pu prématurément exister entre la noblesse antérieure à 1789 et celle du Premier Empire; les Chartres de 1814 et de 1830, le décret du 24 janvier 1852, l'esprit de la présente loi, les confondent évidemment désormais dans une seule et même unité et les soumettent à des règles uniformes... Les titres usités parmi nous ne

(1) Rapport du Miral cf. D. P. 58-4-58.

sont plus qu'une distinction nominale, le titre fait partie du nom et se confond avec lui... »

Mais ces passages mal interprétés sont contredits par les suivants « ... Comment pourrait-il venir à l'idée d'un esprit sensé, d'astreindre actuellement la transmission des titres d'origine impériale à des constitutions de majorats que la loi interdit et que repousse l'opinion publique ! N'est-il pas clair que les usages de l'ancienne monarchie française, ravisés par l'ordonnance du 25 août 1817 et consacrés par les mœurs nouvelles, continueront à être la règle de toutes transmissions dans l'avenir... comme elles le sont dans le présent... Le projet n'innove en rien et ne prépare aucune innovation il ne fait que maintenir et sanctionner... Si l'utilité d'un règlement postérieur venait à se faire sentir, soit, pour déterminer à nouveau la possession légitime des titres, en l'absence de textes, soit, pour remanier les dispositions déjà fixées par la législation ancienne, le gouvernement dans les attributions duquel rentrerait évidemment une pareille mesure aviserait avec sagesse... »

D'autre part, on a dit avec non moins d'exagération, que toutes les anciennes règles de transmission des titres sans aucune exception devaient encore être rigoureusement suivies de nos jours.

La « *Jurisprudence* » est entre les deux et distingue les titres antérieurs à 1789, les titres impériaux en vertu des décrets du 1er mars 1808 et les titres conférés depuis 1814.

Pour les « *titres antérieurs à 1814* », elle applique les

règles de transmission adoptées par la législation de l'ancien régime, où le titre représentait le fief et était indivisible comme lui; la transmission s'opère donc de nos jours comme autrefois, à la descendance du gratifié de mâle en mâle, par ordre de primogéniture.

Les cadets pouvaient alors cependant, par testament, recevoir un fief autre que le principal manoir, le maître-fief; par suite de la disparition du fief dans notre législation contemporaine, les cadets ne peuvent donc plus recevoir de titre.

Les femmes ne pouvaient être appelées qu'à défaut de postérité mâle. Les enfants naturels doivent être légitimés (1), et l'enfant légitime passe avant le naturel (2), à moins que la légitimation ne soit antérieure à la naissance de l'enfant légitime.

Les titres antérieurs à 1789 se transmettent donc conformément aux règles de l'ancien droit et quelle que soit leur origine, à la descendance du gratifié de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, sauf clause contraire contenue dans les lettres de collation.

Une seule exception doit être faite pour un cas spécial : des actes particuliers de concession autorisent les filles à recueillir les titres et à les transmettre à leurs enfants, alors que dans le droit moderne l'enfant légitime n'a jamais droit au nom de sa mère. Toutefois, si le titre nobiliaire ne fait pas partie intégrante du nom (ainsi que l'affirment les arrêts de Bordeaux du 12 mars 1850 (3) dans l'affaire Normand et de

(1) Paris 7 août 1884 et Cass. 27 juillet 1886 cf. D. 86-1-454.

(2) Cass. 20 avril 1865 cf. D. 86-1-23.

(3) Bordeaux, 12 mars 1850 cf. D. P. 54-5-504.

Douai du 10 août 1852)... (1) il y adhère et à cet égard, bénéficiant comme lui de la protection légale il est soumis tant qu'il n'en est pas détaché, aux prescriptions de la loi du 14 Germinal de l'an II. Par suite, les femmes ne peuvent pas transmettre à leurs enfants un titre distinct du nom paternel.

D'après la circulaire du 22 juillet 1874,.. « les fils d'un titulaire appartenant à l'ancienne noblesse n'ont droit ni à un titre d'un degré inférieur ni à plus forte raison au titre même porté par le père... » C'est seulement au décès de celui-ci que l'aîné des fils a le droit de prendre le ou les titres paternels, jusque-là il ne saurait légalement se les attribuer. Les enfants légitimés sont assimilés aux enfants légitimes, mais les enfants naturels légalement reconnus n'ont droit qu'au nom sans le titre, la jurisprudence sur cet autre point applique une fois de plus la règle de l'ancien droit à défaut de lettre de collation spéciale.

L'adopté prend le nom et le titre de l'adoptant. Il ne peut y avoir de dévolution de descendant à ascendant ni de collatéral à collatéral, sauf dans le cas où le collatéral est un descendant par les mâles de l'auteur auquel fut conféré le titre. La femme n'apporte pas à son mari et ne peut transmettre à ses enfants.

Le titre est, du reste, à tel point indivisible du nom qu'il ne peut jamais être l'objet d'un acte de cession ou autre qui tendrait à le transmettre indépendamment du nom; il faudrait pour la validité d'un tel acte un décret qui vaudrait alors acte de collation.

(1) Douai, 10 août 1852 cf. D. P. 53-2-227.

Pour les titres antérieurs à 1789, la jurisprudence applique donc les règles de transmission dictées par la législation de l'ancien régime; elle reconnaît par suite l'application de l'ancienne législation de classe dans notre période contemporaine.

« Quant aux « *titres impériaux* », les conditions de transmissibilité des titres créés par le décret du 1er mars 1808 sont fixées par les décrets de la même année. Aux termes de ces décrets, c'est à la postérité directe et légitime, naturelle et adoptive, du gratifié que le titre se passe de mâle en mâle par ordre de primogéniture, à moins que les lettres de collation n'y dérogent formellement. La dévolution ne peut donc jamais avoir lieu qu'au profit d'un héritier du nom puisqu'elle s'opère de mâle en mâle. Cette dévolution a du reste été soumise par les décrets précités à d'autres conditions et notamment, en conformité avec les articles 17, 24 et 34 du second décret de cette date, à la formation de majorats se transmettant avec les titres, ainsi qu'aux nouvelles dispositions du décret du 3 mars 1810 concernant le titre de chevalier.

Ces conditions et modifications successives, ainsi que l'abolition des majorats, proclamée par les lois des 13 mai 1835 et 7 mai 1859, eurent certaines conséquences sur la dévolution actuelle :

Si l'on tient compte, en effet, de l'ordonnance des 10 février et 13 août 1824, aux termes de laquelle un majorat doit être constitué pour rendre transmissibles et héréditaires les titres conférés à l'avenir, il est facile de conclure que tout titre dont le titulaire est

mort sans avoir institué un majorat, est éteint avec lui comme n'étant pas transmissible: il est également facile de conclure qu'il en est de même des titres concédés à une personne, vivante encore, mais n'ayant pas institué de majorat quand intervint la loi de 1835.

On a soutenu il est vrai, qu'en abolissant les majorats, cette loi et celle de 1849 ont rendu impossible l'accomplissement de la condition exigée, qu'en conséquence cette condition doit être réputée non écrite, en conformité avec l'article 900 du Code Civil... (Cette opinion est du reste favorisée par l'usage et le gouvernement...) En droit cependant, on ne saurait qualifier d'impossible une condition qui pouvait être exécutée au moment où elle était exigée et qui n'est devenue inexécutable que postérieurement. La question semble du reste avoir été résolue par le Sénat impérial dans sa séance du 17 avril 1861 (1) où l'Assemblée passa à l'ordre du jour sur une pétition tendant à faire... « déclarer héréditaires de plein droit les titres conférés par Napoléon Ier, alors même qu'un majorat n'aurait pas été constitué... » Le rapport qui a précédé le décret du 8 janvier 1859 fait également allusion à cette difficulté qu'il ne tranche pas mais qu'il abandonne au conseil du sceau des titres.

Les règles de transmission des titres impériaux sont donc faites à l'image de celles s'adressant aux titres antérieurs à 1789 et comme telles, elles reflètent la législation de l'ancien régime. L'esprit libéral dont firent

(1) F. le rapport de M. Thierry au Sénat le 4 juillet 1860 : D. P. 59-4-5.

preuve la jurisprudence et même le législateur confirment du reste cette renaissance de la législation de classe.

Quant aux « *titres conférés depuis 1814* » sous la Restauration, le gouvernement de juillet et le Second Empire, ils sont uniquement conférés par lettres patentes du souverain investi à cet égard du pouvoir discrétionnaire. La transmission de ces titres est réglée par l'acte de collation qui, en général, les déclare transmissibles à la descendance légitime, mâle et naturelle, par ordre de primogéniture du gratifié et qui en général exclut les filles, leurs descendants, les enfants naturels et adoptifs et rend les titres impartageables et indivisibles. Si l'ordonnance des 25 août et 4 septembre 1817, dérogeant à l'indivisibilité des titres pour la pairie, permet au fils aîné de porter du vivant de son père le titre immédiatement inférieur à celui de ce dernier et aux fils puînés de prendre dès ce moment le titre immédiatement inférieur à celui de leur frère aîné, cette ordonnance spéciale ne saurait autoriser l'usage, aujourd'hui cependant fort répandu, qui en a étendu les dispositions aux familles titrées mais n'ayant jamais possédé la pairie. Les décrets de 1808 et 1810 permettent sans doute au fils aîné du titulaire d'un titre impérial de porter pendant la vie de leur père le titre inférieur et à ses frères puînés de prendre celui de chevalier; mais pour les titres de noblesse postérieurs à 1814 aucun texte ne légitime un usage semblable, bien qu'il paraisse être toléré (1). Pour les

(1) Nîmes 1875, aff. de Causans. S. 76-2-267.

titres conférés postérieurement à 1814, les règles de transmission ne sont donc contenues dans aucune disposition législative hormis celle de la divisibilité des titres de la pairie; ces règles, calquées du reste sur celles applicables aux titres antérieurs à 1789, sont contenues dans les lettres patentes. Or, les dites lettres émanent du souverain investi à cet égard du pouvoir discrétionnaire, leur source est donc bien voisine de celle de la loi, et l'esprit du législateur ne diffère guère de celui du souverain. D'ailleurs, la jurisprudence dans son interprétation, se réfère invariablement aux règles de l'ancien droit, à la législation de l'ancien régime.

Appréciation.

Cette courte étude des conditions d'acquisition et des règles de transmission des titres de noblesse permet d'affirmer que les titres, quelle que soit leur date de collation, restent soumis dans notre législation contemporaine aux règles émises par la législation de l'ancien régime; par suite, les titulaires de ces titres, les nobles, jouissent encore de nos jours, contrairement du reste avec le principe d'égalité devant la loi, de leur ancienne législation privilégiée, de leur ancienne législation de classe.

Et même, il est incontestable que, de nos jours, les titres nobiliaires peuvent et doivent figurer dans « *les actes de l'état civil* »! Longtemps, la jurisprudence a été divisée sur le point de savoir si l'énonciation du titre nobiliaire dans un acte de l'état civil pouvait être

demandée par voie de rectification. Cette question est résolue invariablement dans le sens de l'affirmative; l'arrêt de la Cour de cassation du 1er juin 1853 (1) en est la preuve. Ce même arrêt s'empresse d'ailleurs d'ajouter aussitôt... « l'insertion d'un titre dans un acte de l'état civil n'a pas une valeur égale à l'énonciation d'un nom patronimique, car ce titre n'est pas transmis sans distinction à tous les descendants de son possesseur. Aussi les seules indications dans un acte de l'état civil ne suffisent-elles pas à prouver la propriété du titre... »

La noblesse a donc conservé intacte sa législation de classe, dont elle avait le privilège sous l'empire de l'ancien droit.

Régime des biens composant les majorats.

Les dispositions législatives qui régissent les majorats confirment l'idée précédente de législation de classe au profit de la noblesse.

Ces dispositions règlent les conditions de transmission des majorats et déterminent le régime des biens qui les composent.

La « *transmission* » est réglée par la législation napoléonienne, qui prend en considération deux situations: le décès du titulaire et l'abandon qu'il en fait à celui qui est appelé de plein droit après lui.

Les majorats se transmettent de plein droit de mâle

(1) Cass. 1 juin 1863; cf. D. P. 97-1-585.

en mâle par ordre de primogéniture; il n'appartient pas au titulaire d'intervertir cet ordre en appelant au préjudice de l'aîné, soit le fils puiné, soit une de ses filles. Cette règle inflexible place les majorats hors du droit commun. L'appelé ne vient pas en qualité d'héritier, il vient en son propre nom en vertu d'un droit inhérent au rang qu'il occupe dans la descendance. Il exerce un droit acquis dont il ne peut être dépouillé par la volonté du titulaire qui l'a précédé. Il ne continue pas la personne de ce titulaire, il n'est pas son héritier. Celui à qui il succède, ne possédait pas à titre de propriétaire, il détenait comme un simple usufruitier. L'appelé pourrait donc s'affranchir du paiement de ses dettes en répudiant la succession pour s'en tenir au majorat, comme le décide invariablement la jurisprudence, à moins que les dettes contractées par le précédent titulaire ne soient des charges du majorat.

Quelques doutes cependant se sont élevés sur le point de savoir si l'appelé recueille le majorat à titre de préciput ou à titre d'avancement d'hoirie! La jurisprudence depuis longtemps a adopté la première solution en considération de la formule invariable des lettres de patente qui contient la déclaration expresse de la transmission à l'aîné par préciput et en considération du but même de l'institution, qui deviendrait irréalisable avec le démembrement causé par le partage.

La transmission s'opère de plein droit en ce sens que l'appelé est désigné légalement et irrévocablement

mais cette qualité ne le dispense pas de remplir les formalités de « *mise en possession* ». S'il s'agit d'un majorat sur demande, comme il s'éteint entre les mains de l'appelé, il lui suffit de faire reconnaître son titre, il doit se faire reconnaître au sceau en cette qualité et obtenir comme tel un brevet d'inscription qui est soumis à des droits de sceau proportionnels au majorat et au titre.

S'il s'agit d'un majorat de propre mouvement, comme les biens qui en font l'objet doivent faire retour à l'Etat, il faut que l'appelé justifie de ses droits et de ses titres. Il sera donc tenu de se présenter au sceau et de faire sa soumission, de remplir les charges auxquelles le majorat est soumis, et de joindre ses quittances du paiement du cinquième d'une année de revenu du majorat entre les mains des trésoriers de la légion d'honneur et du sceau. L'obligation pour les maires et chef d'Etat major, de notifier, dans le mois au procureur général du sceau des titres, tout acte de décès, est donc principalement d'ordre fiscal, bien qu'elle serve cependant de base au droit pour les veuves des titulaires, non remariées, à la pension déterminée par les articles 48 et 49 du décret du 1^{er} mars 1809.

La transmission des majorats s'opère conformément aux règles précédentes et lorsque toutes ces formalités sont légalement remplies, les biens qui les composent sont soumis à un « *régime* » d'incapacité partielle.

Ces biens sont en effet inaliénables, ils ne peuvent

être engagés, ni saisis, ils ne peuvent être grevés d'aucune hypothèque légale ou judiciaire. Tout acte de vente, donation ou autre aliénation des dits biens par le titulaire, tout acte qui frapperait de privilège ou d'hypothèque, tout jugement qui validerait ces actes, est nul de plein droit, telle est la règle posée par les articles 40, 41 et 45 du décret du 1^{er} mars 1808. Cependant la non aliénation des biens composant un majorat souffre une exception : Le Chef d'Etat peut autoriser l'aliénation à charge de emploi en autres biens de même valeur conformément aux articles 54 et suivants du décret sus daté.

Aucun accord ou transaction d'où résulterait abandon, diminution ou mutation de fonds ou biens dépendant d'un majorat sur demande, ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation du Conseil des Sceaux, décide le décret du 22 décembre 1812 dans son article 6 : s'il s'agit d'un majorat de propre mouvement, l'approbation du gouvernement est demandée par l'article 13 du décret précité.

Aucune vente ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'archichancelier et l'examen du projet ou du cahier des charges par le Conseil du Sceau, dispose l'article 57 du décret du 3 mars 1808; et le contrat de vente, d'échange ou d'adjudication nécessite la présence du Procureur Général du Conseil du Sceau.

Toute aliénation ne peut au surplus, avoir lieu qu'à charge de emploi dans les six mois de l'aliénation en biens de même nature et après approbation du Chef de l'Etat, ajoute le décret du 1^{er} mars 1808 et lorsqu'il

s'agit de majorats de propre mouvement le décret du 4 juillet 1813 exige la constatation des emplois et échanges par de nouvelles lettres d'investiture.

Telles sont les dispositions réglementant la transmission des majorats et le régime des biens qui les composent.

Tel est le complément de la législation de classe dont jouit encore de nos jours, la noblesse.

CHAPITRE SECOND

DU CLERGÉ

Le clergé qui, sous l'ancien droit s'intitulait : second ordre, renonce sur l'exemple de la noblesse à tous ses privilèges pécuniaires, dès le lendemain de la réunion des Etats généraux, les 20 et 21 mai 1789. A dater de ce moment, le principe de légalité des charges régira sans conteste dans notre législation et les privilèges de juridiction, abolis par les lois des 16 et 24 août 1790 dans leur article 16, ne furent plus que souvenirs bien qu'en théorie, l'Eglise n'ait point admis cette suppression. De nombreuses réclamations des Papes en témoignent : Pie IX, par la constitution... « *apostolicæ sedis moderationi...* » ne déclare-t-il pas que... « ceux là, encourrent spécialement l'excommunication, réservée au pontife romain, qui forcent, soit directement, soit indirectement, les juges laïques à attirer à leur tribunal des personnes ecclésiastiques en dehors des dispositions canoniques... »

Il est même permis de se demander si quelques li-

gues de la même constitution ne pourraient pas être interprétées comme une revendication des immunités pécuniaires... « Edentes leges et decreta contre libertatem aut jura Ecclesiæ... »

Le traitement privilégié dont jouissait le clergé sous l'ancien régime ne fut toutefois pas sans conséquence sur la législation contemporaine ; la théorie des empêchements au mariage et celle de l'insaisissabilité des traitements nous en apportent la preuve.

Empêchement au mariage.

Sans vouloir examiner ici la question de savoir si les actes du Concile de Trente, touchant la discipline, ont été généralement reçus en France, toujours est-il que, d'après une jurisprudence bien arrêtée, les anciens Parlements ont constamment regardé l' « *engagement dans les ordres* » comme un empêchement dirimant conformément à la vingt quatrième session de ce Concile... « De Sacramento matrimonii... »

Bien que cet empêchement fut levé par les lois postérieures à 1789 (Constitution des 3-14 septembre 1791, décret du 17 décembre 1792, décrets des 19 juillet, 29 juillet, 12 août et 17 septembre 1793) il n'a pas été rétabli comme tel par le Concordat du 23 fructidor au IX ni par la loi du 18 germinal au X: En exposant au corps législatif les motifs de cette loi, Portalis disait en effet... (1) « D'autre part pour les ministres même que nous conservons et à qui le célibat est ordonné par les règlements ecclésiastiques, la défense qui leur est faite du mariage par ces règlements n'est pas consacrée comme empêchement dans le Code civil... »

Le code Napoléon garde également le silence sur ce point: Nous pouvons lire dans l'exposé des motifs du titre du mariage précité par Portalis... (2) « C'est d'après ce principe, que l'engagement dans les ordres

(1) f. Sirey II-2-17.

(2) cf. Sirey, II-2-17.

sacrés, le vœu monastique et la disparité du culte qui, dans l'ancienne juridiction, étaient des empêchements dirimants ne le sont plus... »

De ce manque de texte, il résultait, sous l'ancien régime du concordat et avant la loi du 9 décembre 1905, que les mariages des prêtres catholiques étaient valables aux yeux de la loi civile. Celle-ci n'ouvre en effet aucune action en nullité à raison de la violation de la défense établie par la loi religieuse et ne donne à qui que ce soit le droit d'attaquer les mariages contractés au mépris de cette défense.

La seule question qui pouvait donner lieu à une dernière discussion était celle de savoir si l'engagement dans les ordres sacrés constituait ou non, dans l'état de cette législation, un « *empêchement prohibitif* ».

De nombreux arrêts se sont prononcés dans le sens de l'affirmative et dans le sens de la négative constatant ainsi l'état indécis de la jurisprudence qui semblait cependant se rallier à la première solution; les arrêts de Bordeaux 20 juillet 1807, Paris 27 décembre 1828, Paris 14 janvier 1832, Requêtes (rejet) 21 février 1833, Limoges 17 janvier 1846, Requêtes (rejet) 23 février 1847 et de la Cour d'Alger du 11 décembre 1831 confirment cette affirmation.

Les arrête de Ste Menehould 18 août 1827, Nancy 23 avril 1828, Cambrai 7 mai 1828, Issoudun 27 décembre 1831, Cour de Cassation du 16 octobre 1809 et particulièrement en arrêt de la Cour de Cassation du 25 janvier 1888 soutiennent la controverse... Pour l'affirmative, on avait cité trois lettres écrites le 14

janvier 1806 et les 30 janvier et 9 février 1907 (1) par Portalis, ministre des Cultes en vertu d'une décision orale de l'Empereur. Mais ces lettres ministérielles, quelque explicites qu'elles puissent être sur la question, n'étaient pas obligatoires pour les tribunaux et ne pouvaient dès lors suffire à résoudre la difficulté.

On s'était aussi prévalu de l'article 6 de la Charte de 1814 qui déclarait la religion catholique, apostolique et romaine religion d'Etat. Mais l'argument que l'on prétendait tirer de cette disposition qui avait été supprimée de la Charte de 1830 et qui ne se retrouvait pas d'avantage dans la constitution du 4 Novembre 1848 ni dans celle du 14 janvier 1852 n'avait plus la même valeur qu'en 1814.

Enfin on avait invoqué l'article 6 de la loi du 18 germinal au X qui rangeait au nombre des cas d'appel comme d'abus, l'infraction aux règles consacrées par les canons en France et l'article de la même loi qui imposait aux évêques l'obligation de n'ordonner que des ecclésiastiques réunissant les qualités requises par

(1) Les deux premières cf. Loaré, Leg. III, p. 610 la 3^e cf. Pavard, Réf. III, p. 459.

N. B. Références :

- 20 juillet 1807, cf. S. 9-2-389.
- 27 décembre 1828, cf. S. 29-2-33.
- 14 janvier 1832, cf. S. 32-2-65.
- 21 février 1833, cf. S. 33-1-168.
- 14 janvier 1846, cf. S. 46-2-97.
- 23 février 1847, cf. D. 47-1-129.
- 11 décembre 1851, cf. S. 51-2-760.
- 23 avril 1828, cf. S. 29-2-36.
- 7 mai 1828, cf. S. 29-2-38.
- 27 décembre 1831, cf. S. 32-2-389.
- 16 octobre 1809, cf. S. 10-1-60.
- 25 janvier 1888, cf. D. 88-1-97.

les canons. Mais l'argument qu'on voulait tirer de ces articles, prouvait trop et conduisait à des conséquences évidemment erronées. Si l'on admettait que la loi du 18 germinal au X avait rendu civilement obligatoires les canons qui prohibent le mariage des prêtres, on était forcé d'admettre également que l'engagement dans les ordres sacrés constituait un empêchement dirimant de mariage quoique l'orateur du gouvernement eut formellement dit le contraire en exposant au corps législatif les motifs de la loi du 18 germinal au X. Des raisons plus décisives et d'un ordre plus élevé pouvaient, conformément à l'avis de MM. Aubry et Rau, être invoquées en faveur de la solution affirmative de la question ci-dessus posée : L'exercice public du culte catholique ayant été rétabli en France par le Concordat du 23 fructidor au IX et la loi du 18 germinal au X, l'Eglise avait par cela même acquis le droit de procéder aux actes extérieurs qui, d'après son dogme et sa discipline, sont indispensables à l'exercice public de son culte et notamment à l'ordination des prêtres (article 6 de la loi du 18 germinal au X). Or, comme en consacrant un prêtre, l'Eglise lui imprime un caractère qui, d'après les canons, le rend à jamais incapable de contracter mariage, la Société doit l'accepter avec ce caractère et ne pas lui permettre d'enfreindre les engagements qu'il entraîne. Ce caractère est du reste reconnu par l'Etat; il y a attaché diverses prérogatives dans l'ordre civil : ainsi, les ecclésiastiques, d'après un avis du Conseil d'Etat des 4 et 20 novembre 1806, sont en certains cas dispensés de la tutelle;

ils ne peuvent adopter jusqu'à l'arrêt de la Cour de cassation du 24 novembre 1844; ils ont, en vertu de l'arrêt du 18 nivôse de l'an XI, leurs traitements insaisissables dans leur totalité; ils sont affranchis du service militaire et de la garde nationale. Les officiers de l'état civil et les tribunaux ne pouvaient donc prêter la main au mariage des prêtres sans méconnaître les conséquences d'un acte extérieur auquel, d'après la législation existante, l'Eglise catholique a le droit de procéder et sans violer ainsi les dispositions qui garantissent l'exercice de son culte. C'est en vain que pour réfuter ces raisons on invoqua le silence du Code napoléonien qui, par cela même qu'il est muet sur ce point, avait laissé les choses dans l'état où les avaient placées le Concordat et la loi du 18 germinal an X.

Nous considérons donc, sous le régime du Concordat, l'engagement dans les ordres sacrés comme constituant un empêchement prohibitif : la jurisprudence fut constante en ce sens jusqu'à l'arrêt du 25 janvier 1888 (1). Cette manière de voir a du reste été confirmée à deux reprises différentes par des actes émanés du pouvoir législatif : Une pétition ayant été adressée en 1848 à l'Assemblée Constituante pour demander une loi qui autorisât le mariage des prêtres catholiques, le comité des cultes auquel cette pétition fut renvoyée, conclut à l'ordre du jour... (2) « par des considérations tirées du Concordat, des articles organiques, de la morale publique et de l'intérêt de la société... » au rejet de la demande.

(1) 25 janvier 1888, cf. D. 88-1-97.

(2) cf. Moniteur, Mercredi 8 janvier 1851, p. 61 et 65.

L'Assemblée législative fut saisie à son tour de la question en 1850 par une proposition ainsi conçue du représentant Raspail :... « Il est interdit à tout maire ou autre fonctionnaire public de s'opposer désormais à la célébration du mariage d'un citoyen en état de satisfaire à toutes les conditions énoncées au titre V livre I du Code civil à quelque profession que ce citoyen appartienne et quel que soit le vœu qu'il ait précédemment fait... » Et voici les conclusions du rapport présenté par M. Moulin au nom de la commission à laquelle cette proposition avait été soumise... (1). « Il a paru à votre commission que l'Assemblée n'avait pas à s'occuper sérieusement de la triste et malheureuse question soulevée après tant de discussions contraires, par la proposition de M. Raspail... ...Nous vous demandons à l'unanimité de ne pas la prendre en considération... » Sur ces conclusions, la proposition fut écartée par la question préalable à la majorité de 457 contre 154.

Au 19^e siècle et pour le moins jusqu'à l'arrêt de 1888, l'engagement dans les ordres sacrés constitue donc un engagement prohibitif.

Parallèlement à cette question s'étend celle des « *vœux solennels* ». La loi des 13 et 19 février 1890 qui supprime en France les ordres religieux dans lesquels on s'engage par des vœux solennels, déclare que l'Etat ne reconnaîtra plus à l'avenir de pareils vœux. Cette loi ne fut rapportée ni par le Concordat ni par la loi du 18 février 1807 contenant organisation des

(1) cf. Moniteur, Vendredi 24 janvier 1851, p. 247.

Congrégations hospitalières de femmes. Les articles 7 et 8 de cette loi admettent, en effet, les élèves et novices de ces Congrégations à contracter à l'âge de seize ans des vœux annuels et à s'engager lors de leur majorité, par des vœux de cinq ans et par acte reçu par un officier de l'état civil.

Dans cet état de la législation, puisque la loi du 24 mars 1825, relative à l'organisation et à l'existence légale des Congrégations et Communautés religieuses de femmes, ne s'occupe en aucune façon de la question des vœux, il est bien évident qu'en thèse générale, l'empêchement dérimant résultant des vœux monastiques ne forme même plus aujourd'hui un empêchement prohibitif.

Toutefois, cette solution, à notre avis, doit être modifiée en ce qui concerne les religieuses hospitalières : les vœux qu'elles contractent devant l'officier de l'état civil engendrent un empêchement prohibitif jusqu'à l'expiration du temps pour lequel elles se sont légalement engagées.

Tel est le seul empêchement existant au 19^e siècle.

APPRECIATION

Sans conteste jusqu'à l'arrêt du 25 janvier 1888 et peut-être même jusqu'à la loi du 21 mars 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, l'engagement dans les ordres sacrés constitue donc un empêchement prohibitif : Avec lui telle est la première influence de la qualité d'ecclésiastique sur notre législation du 19^e siècle.

Insaisissabilité des traitements.

L'article 580 du Code de Procédure civile vint ouvrir une porte par laquelle le gouvernement avait la possibilité de jeter à son gré ses faveurs, de protéger les personnes qui l'entouraient, de favoriser «ses gens». Ne dispose-t-il pas, en effet, que... « les traitements dus par l'Etat ne pourront être saisis que dans la proportion déterminée par les lois et décrets postérieurs... » ?

Le texte admis, le législateur se garde bien de ne pas user de la facilité accordée. Concurrément aux militaires et aux fonctionnaires, il pense aux ecclésiastiques : Par l'arrêté du 18 nivôse an XI, il dispose que... « les traitements des ecclésiastiques sont insaisissables dans leur totalité... » et il applique le même traitement... « au revenu de cures ».

De nouveau, le régime de faveur reprend donc vie au profit du second ordre de l'ancien régime; de nouvelles inégalités de traitement devant la loi apparaissent donc au profit des ecclésiastiques.

Jusqu'à la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, cette inégalité subsistera. A cette date, l'arrêté du 18 nivôse an XI devint lettre morte, l'insaisissabilité ne pouvant s'appliquer à des traitements inexistant.

Telle est la tendance de l'esprit du 19^e siècle vers l'établissement des inégalités de traitement au profit

des ecclésiastiques. Cette affirmation reçoit du reste une parfaite confirmation dans la conception que se fait notre législateur de l'obligation militaire. Cette étude sommaire, bien qu'étrangère au droit civil, servira de corollaire aux deux applications précédentes d'inégalité devant la loi au profit du clergé.

Evolution de l'obligation militaire.

La révolution de 1789 maintint une survivance de l'ancienne exemption du service militaire au profit des ecclésiastiques : la Convention, par décision du 23 mars 1793, exempte, à titre de complément de rétribution... « les évêques, curés et vicaires salariés par l'Etat... » C'est pourquoi la législation immédiatement postérieure, même celle de la période réparatrice, reste pendant longtemps flottante et la pratique incertaine.

Sous Napoléon, l'exemption prend un caractère spécial et d'autant plus privilégié : les évêques communiquent les listes de séminaristes et l'Empereur qui, par sa signature au bas de la liste, dispense du service. La volonté de l'Empereur vaut donc loi et y supplée, c'est pourquoi vers 1806 il songe à prendre un décret dispensant d'une façon formelle et de toute espèce de service, les ecclésiastiques ; il songe à rétablir l'exemption de l'ancien régime.

A l'époque postérieure, le principe ecclésiastique de l'immunité des clercs se heurte au principe moderne de l'égalité. Ces deux idées étaient certes inconciliables ; et c'est uniquement sous le couvert de l'idée d'égalité que l'exemption des clercs n'a pas été admise dans le droit moderne. Notre passé n'étant du reste qu'une série de transactions et d'arrangements, cette évolution ne se fit que progressivement, non sans cependant attirer les protestations du clergé : le célèbre syllabus de 1864 ne range-t-il pas parmi les

principales erreurs... « la proposition suivante... ». Les lois successives des 10 mars 1808, 21 mars 1832, 1^{er} février 1862, 27 juillet et 17 août 1872 assimilent les clercs aux autres catégories d'exempts.

Cette exemption fut bientôt transformée en demi-exemption, malgré les nombreuses protestations du clergé : lettres au Président de la République dans les journaux *Figaro* du 23 juin 1884, et *Univers* du 13 juin 1890..., déclaration des cardinaux du 16 janvier 1892... :

La loi du 15 juillet 1889 astreint en effet à un an de présence sous les drapeaux les jeunes gens... « admis à titre d'élèves ecclésiastiques à continuer leurs études en vue d'exercer le ministère des cultes reconnu par l'Etat... ». Mais cette année écoulée, elle leur accorde en temps de paix, le bénéfice... « du congé dans leurs foyers... »

Durant tout le 19^e siècle et jusqu'en 1905, le clergé se voit donc, par son exemption de l'obligation militaire, accorder par notre législateur, le bénéfice d'une survivance du traitement privilégié dont il jouissait sous l'ancien régime.

Pour la première fois, en effet, la loi du 21 mars 1905 vient assimiler les ecclésiastiques à la masse des citoyens... « le service militaire est égal pour tous, hors le cas d'incapacité physique... il ne comporte aucune dispense... Tous les Français valides sont astreints à deux ans de service... » Cette loi est l'avant-coureur de la loi du 9 décembre 1905 qui, par la séparation des Eglises et de l'Etat, clame la soumission

complète des ecclésiastiques aux règles de droit commun et supprime l'inégalité de traitement qui, jusqu'alors s'était perpétuée dans notre législation.

CHAPITRE TROISIEME

DE LA DOMESTICITÉ

« *L'article 1781 du Code Civil* » dispose... « le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue, pour les acomptes donnés pour l'année courante... »

En contradiction formelle avec la déclaration des droits de l'homme, avec le principe d'égalité, la loi connaît désormais les domestiques, puisqu'elle reconnaît le maître; dans la législation de l'époque et la jurisprudence correspondante, les expressions de la législation révolutionnaire... « l'homme qui sert » ... « l'homme qui emploie... » ont fait place à celles de « domestiques... » et de... « maîtres.. »

Cet article 1781 règle une des nombreuses variétés du contrat de louage : le louage de domestiques et ouvriers. Par une dérogation des plus graves au principe du droit commun en matière de preuve, il porte que le maître est cru sur sa parole.

Ainsi, que la somme soit inférieure ou supérieure

à cent cinquante francs, qu'il existe ou non un commencement de preuve par écrit, que la preuve testimoniale et les présomptions graves, précises et concordantes soient ou non admissibles, le juge est lié. Il y a un juge au-dessus de lui : le maître, un moyen de solution imposé à sa conscience : l'affirmation de celui-ci. Vainement le magistrat aura-t-il la conviction absolue que la réclamation du domestique ou de l'ouvrier est légitime, le maître affirme, il est cru sur parole et dicte la sentence. Cette affirmation n'a d'analogie dans aucune disposition du Code, car si l'article 1716... « des règles communes aux baux de maisons et aux baux ruraux... » dans l'hypothèse de contestation sur le prix du bail verbal suivi d'exécution ou d'inexistence de quittance, déclare que le propriétaire en sera cru sur son serment, il rétablit une sorte d'équilibre entre lui et le locataire en donnant à ce dernier... « le droit de demander l'estimation par experts... » ; par là du moins la loi écarte cette inégalité choquante, ce pouvoir étrange conféré à l'une des parties d'imposer à l'autre et au juge lui-même sa parole contre la loi. On reconnaît facilement dans cette disposition la tradition de nos coutumes et un emprunt à une très ancienne jurisprudence du Châtelet de Paris. Si les rédacteurs ont tenu compte de l'état des mœurs et de l'instruction en France, de l'ignorance presque absolue des domestiques, il n'en est pas moins exact qu'ils ont donné naissance à une inégalité devant la loi au profit des maîtres. S'ils ont voulu écarter du foyer domestique les débats fâcheux, et là où on ne pouvait les pré-

venir, s'ils ont été préoccupés par le désir de les étouffer dans leur germe et d'en arrêter le développement, pourquoi tout au moins n'ont-ils pas laissé la libre appréciation du juge ?

Le raisonnement de M. Toullier lui-même ne vient en aucune façon contredire l'hypothèse d'établissement d'un véritable privilège (1). ... « Et pour cela, la raison et les lois de tous les peuples civilisés disent qu'il faut peser les qualités respectives des parties avant de prendre le serment de celle qui, selon les apparences, est la plus digne de foi... Or, dans ces contestations qui s'élèvent entre un maître et son serviteur, la supériorité du premier sur le second est trop marquée pour hésiter... Il serait contraire à nos mœurs, aux mœurs mêmes de toutes les nations, de déférer le serment au serviteur contre le maître... »

Certainement, il est plus logique de déférer le serment au maître, mais là n'est pas le privilège; il se trouve dans ce pouvoir étrange, conféré à l'une des parties, d'imposer à l'autre et même au juge, sa parole contre la loi. Du reste, ces mœurs, ces coutumes, cette jurisprudence qui ont motivé la disposition, ils se lient tous à l'état politique et social renversé en 1789 et dont l'article sus-désigné n'est qu'un dernier vestige.

D'ailleurs, d'autres dispositions connaissent encore les domestiques pour leur apporter certaines obligations et incapacités. Le décret du 3 octobre 1810 enveloppe d'une série de restrictions... « les individus de

(1) Toullier, *cf.*, t. 10, p. 566.

l'un et l'autre sexe qui sont ou qui viendront se mettre en service en qualité de domestiques... » Le décret du 25 novembre 1813 étend aux villes de 50,000 habitants les dispositions contenues dans le décret précédent et limitées à la Ville de Paris : ... « Ces individus », comme disent les décrets, doivent être inscrits dans des bureaux désignés par le préfet de police, sous peine d'une détention qui ne pourra excéder trois mois, ni être moindre de huit jours... Il n'est permis de les prendre à leur service qu'autant qu'ils sont munis de leur bulletin d'inscription, le bulletin restant aux mains du maître... Le domestique est tenu de se transporter à la préfecture de police dans les quarante-huit heures de sa sortie et d'y faire sa déclaration, s'il veut continuer à servir ou prendre une profession, à peine d'un emprisonnement qui ne peut, dit le décret dans son article 41, excéder quatre jours ni être inférieur à vingt-quatre heures... »

Ce traitement privilégié et injuste à la fois, décida la « *Jurisprudence* » à se fonder sur ce que la disposition contenue dans le Code civil est exorbitante du droit commun, pour en restreindre l'application aux seuls objets expressément indiqués au texte (1)... « Cet article, pour employer les termes d'un arrêt de la Chambre des requêtes, ne contient-il pas, en effet, une sorte de suspicion contre la parole du salarié qui a quelque chose de blessant ?... Le juge ne pourrait même pas s'en rapporter à lui, alors même qu'il paraîtrait mériter plus de confiance que le maître(...) »

(1) cf., rapport de M. Mathieu, D. P. 69-4-119, note 1.

Cette juste interprétation ne fut pas sans influence sur le législateur qui, par la loi du 2 août 1868 abolit ce traitement de faveur en supprimant l'article 1781 du Code civil. Toutefois, l'égalité de traitement du domestique n'est pas encore absolue « *de nos jours* ». Car, si le maître n'est plus cru sur son affirmation, comme sous l'empire du Code civil, il peut néanmoins, à raison de la situation spéciale de ses domestiques, être admis à ... « prouver soit par témoin soit par présomptions graves, précises et concordantes, les paiements qu'il a fait à ses serviteurs, même au delà de cent cinquante francs »... ainsi décide un arrêt de la chambre des requêtes du 1er mai 1911 (1), et par là même il consacre la différence de situation sociale existant entre le maître et le domestique et confirme la dernière inégalité de traitement au profit du maître.

(1) 1 mai 1911, cf. D. P. 1913-1-448.

CHAPITRE QUATRIEME

DES FEMMES

Le sexe féminin était la cause d'une incapacité entière et permanente aussi bien dans le droit romain où régnait le principe de... « l'imbecilitas et infirmitas sexus... » que dans le droit germanique, sous l'empire duquel la femme était astreinte au... « mundium... ». Cette incapacité dont la femme était frappée à raison de son sexe disparut peu à peu. Elle se comprenait dans une société demi-barbare qui ne vivait que par la guerre; la civilisation la fit disparaître par le développement naturel des institutions civiles. En 1789, la tutelle perpétuelle de la femme n'existait plus depuis longtemps et son incapacité sexuelle ne se manifestait que par quelques survivances d'une application restreinte.

Le principe d'égalité, développé par la Révolution, ne connut cependant pas l'incapacité dont la femme était frappée à raison de son sexe; les dernières survivances de l'ancien droit prirent donc place dans

notre législation. C'est ainsi que la femme est incapable d'être témoin dans les actes, d'accéder au barreau, d'exercer certaines tutelles, de signer valablement une lettre de change, d'exercer le droit de correction... Les avocats de l'émancipation des femmes obtinrent de « *récentes réformes* » et ce succès pousse à dire que dans le droit moderne « la femme n'est plus incapable à raison de son sexe, elle possède la même capacité que l'homme tant qu'elle reste fille ou veuve... elle ne devient incapable que par l'effet du mariage... en tant que femme mariée... »

Diverses lois, en effet, sont venues accorder aux femmes des droits importants et qui leurs étaient refusés jusqu'alors.

Depuis le 17 juillet 1884, par suite de la réforme de l'article 230 du Code civil, la demande en divorce formée par la femme, est recevable pour cause d'adultère du mari, même « lorsqu'il n'y a pas entretien de la concubine dans la maison commune ».

La même loi supprime l'article 198 ancien du Code civil qui disposait que... « la femme coupable d'adultère serait condamnée, par le jugement de divorce même, à une peine de... »

Les femmes sont devenues capables d'être... « témoins dans les actes... » soit pour les actes de l'état civil, soit pour les actes notariés : par la loi du 7 décembre 1897 qui modifie les articles 37 et 980 du Code civil et les articles 9 et 11 de la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat.

Une loi du 23 janvier 1898 a donné aux femmes

commerçantes le droit de prendre part à l'élection des juges des tribunaux de commerce.

L'accès du barreau, malgré l'absence de textes, était jadis interdit aux femmes par l'opposition constante du Conseil de l'ordre (1); une proposition autorisant les femmes à exercer la profession d'avocat fut déposée en 1897 et devint la loi du 1er décembre 1900.

La loi du 2 juillet 1907 modifia l'article 442 du Code civil et, en attribuant la tutelle des enfants naturels au survivant des parents ou à celui qui a reconnu le premier, a permis aux femmes d'exercer la tutelle des enfants naturels. La loi du 20 mars 1917 a donné d'une façon générale aux femmes le droit d'être nommées tutrices, subrogé-tutrices et membres du conseil de famille, modifiant par suite un certain nombre d'articles du Code civil qui excluaient les femmes de ces fonctions.

Pour le cas spécial des pupilles de la nation, la loi du 27 juillet 1917 dispose que la femme doit être pourvue d'un conseiller de tutelle sauf, toutefois, dans le cas de tutelle légale ou testamentaire, rectifie aussitôt le décret du 15 novembre 1917.

Enfin, récemment, la loi du 8 février 1922 est venue supprimer l'article 13 du Code de commerce qui disposait que... « la lettre de change signée par la femme non commerçante ne produisait pas ses effets ordinaires... elle valait seulement comme simple promesse... »

Ainsi, progressivement au cours de ces vingt derniè-

(1) Cassation Belgique 11 novembre 1889, D. 90-2-8.

res années, la femme s'est vue supprimée son inégalité de traitement; toutefois, malgré l'importance de ces réformes, elle reste encore incapable à raison de son sexe..., elle ne possède pas encore la même capacité que l'homme dans la « *législation contemporaine* ». L'article 381 du Code civil n'accorde, en effet, à la mère survivante qu'un droit de correction limité sur la personne de ses enfants, et il la place sur la surveillance de deux parents paternels.

L'article 391 du Code civil permet au mari, en prévision du cas où il mourrait avant sa femme, de subordonner à l'agrément d'un tiers, choisi par lui, l'exercice des pouvoirs que la femme survivante possèdera comme tutrice.

L'article 394 du Code civil permet à la mère légitime de refuser la tutelle sans avoir à donner de motifs, alors que le père survivant ne peut se soustraire à cette obligation.

Le convol en secondes noces de la mère survivante et tutrice donne enfin lieu à une mesure particulière: les articles 395 et 396 du Code civil soumettent en quelque sorte la mère tutrice qui veut se remarier à une réélection, sous peine de déchéance de la tutelle.

Ces dispositions sont autant d'incapacités particulières de la femme en considération de son sexe. Du reste, si nous quittons le droit privé et les questions de capacités proprement dites pour traverser le droit public, nous retrouvons à peu près entière l'infériorité légale de la femme. Elle est, en effet, privée de pres-

que tous les droits ayant un caractère politique : elle n'est ni électeur ni éligible, du moins jusqu'à ce jour ; elle ne peut pas être fonctionnaire public, enfin, presque toutes les fonctions qui touchent à l'administration de la justice lui sont interdites ; elle ne peut même pas remplir les missions toutes temporaires du juré et de l'expert.

D'autre part, le droit pénal, dans le délit d'adultère, reste fidèle au principe ancien de l'inégalité de traitement de la femme : la preuve de l'adultère se fait par tous les moyens, décide l'arrêt de Cour de cassation du 5 janvier 1906. Fréquemment, on requiert le commissaire de police qui va surprendre l'épouse coupable et son complice en flagrant délit quand le lieu du délit est connu. Toutefois, le commissaire n'est obligé de déférer à cette réquisition que si l'adultère est commis dans les conditions de la loi pénale ; par suite, l'adultère du mari commis hors de la maison conjugale échappe à ce mode de constatation, car il n'est pas un fait délictueux et la police n'a pas qualité pour intervenir dans une affaire purement privée. Il est donc nécessaire d'obtenir une ordonnance du juge d'instruction, affirment les arrêts de Nîmes 24 janvier 1908, de Douai 7 juillet 1909 de Grenoble 15 juillet 1909...

La preuve faite, la femme à nouveau est traitée plus sévèrement que le mari dans l'application de la peine. L'adultère de la femme est toujours punissable, celui du mari nécessite... « l'entretien de la concubine dans la maison commune... » pour encourir une peine diffé-

rente et plus douce : le coupable n'encourt jamais qu'une amende, tandis que la femme adultère peut être condamnée à deux ans de prison.

Telles sont les survivances actuelles de l'inégalité de traitement de la femme en raison de son sexe et avec elles s'achève l'étude des inégalités de traitement dans la législation du 19^e siècle ; les développements postérieurs auront dès lors pour objet l'étude de la législation de classe au 20^e siècle.

N. B. Références :

- 5 janvier 1906, cf. D. 1908-1-49.
- 24 janvier 1908, cf. D. 1910-2-281.
- 7 janvier 1909, cf. D. 1911-1-21.
- 15 juillet 1909, cf. S. 1911-2-87.

TITRE SECOND

ÉTUDE DE LA
LÉGISLATION DE CLASSE
AU
VINGTIÈME SIÈCLE

Etude des mesures de
PROTECTION
prises par le législateur
à l'égard des
TRAVAILLEURS MODESTES

CHAPITRE PREMIER

DES OUVRIERS

Insaisissabilité des salaires

Le premier document de la législation des ouvriers est constitué par la loi du 12 janvier 1895 sur l'insaisissabilité des salaires et petits traitements.

Son « *texte* » est ainsi conçu :... « Les salaires des... « *ouvriers* », ou... « *gens de service*... » ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires... »

... « Les appointements ou traitements des... « *employés* »... ou commis et fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an... »

« *L'élaboration* » de ce texte fut lente, elle demanda presque un siècle. Sous l'empire du droit commun, des articles 2092 et 2093 du Code civil... « les biens du débiteur sont le gage commun des créanciers... » Par cette disposition générale qui n'est autre que l'application du principe d'égalité formulé par la Révolution, le

texte du Code est à l'adresse de tous les citoyens et personne alors ne songe à prendre en considération la personnalité de l'individu qui en subit les conséquences ; personne ne songe à l'établissement d'une législation de classe.

Bientôt cependant, l'idée de privilège se fit jour dans la législation nouvelle et vint apporter certaines restrictions à l'application de cette disposition générale. Les bénéficiaires des nouveaux traitements de faveur ne sont plus, on le suppose, les privilégiés de l'ancien droit, mais, ce sont les personnes qui entourent le gouvernement et que celui-ci cherche à s'attacher : ce sont par exemple, les militaires, les ecclésiastiques, les fonctionnaires. A cet effet, l'article 580 du Code de procédure civile vient ouvrir une porte par laquelle le gouvernement peut jeter ses faveurs : Ne dispose-t-il pas, en effet, que... « les traitements dus par l'Etat ne pourront être saisis que pour les portions déterminées par les lois et arrêtés... » .

Aussi « les appointements des militaires ne sont réservés aux créanciers que pour un cinquième... » conformément à la loi du 19 pluviôse an III.

... « Les traitements des ecclésiastiques, ainsi que le revenu des cures, deviennent insaisissables pour le tout... » par l'arrêté du 18 nivôse an XI.

Et la loi du 21 ventôse an IX, incarnant l'esprit du législateur, vient pour la première fois prendre en considération le montant des appointements de l'intéressé... « Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils sont saisissables jusqu'à concurrence

du cinquième pour les premiers 1,000 francs et toute somme au-dessous, du quart sur les 5,000 francs suivants et du tiers sur la portion excédant 6,000 francs, à quelque somme qu'elle s'élève.. »

Dès l'an IX, par conséquent, apparaît le principe de classification des individus suivant leurs appointements. L'égalité devant la loi souffre désormais une exception, puisque le traitement devient inégal et d'autant plus avantageux que le salaire est moins élevé. Il ne faudrait toutefois pas exagérer la portée de cette application bien timide : son but principal : la « capitation des gens du gouvernement... » explique son apparition et sa durée, longue de plus d'un siècle.

Ces diverses dispositions législatives, qui dénotent une certaine infiltration du traitement privilégié de l'ancien régime, inspirèrent la « *jurisprudence* ». Peu à peu elle se familiarisa avec le principe de classification des individus suivant leurs salaires. Elle en fit quelques applications et, s'appuyant sur les articles 580 et 581 du Code de procédure civile, qui déclarent insaisissables la partie des salaires ayant un caractère alimentaire, elle conclut au caractère alimentaire des gages, traitements ou salaires des personnes qui n'étaient pas visées par les lois précédemment datées et lorsque la modicité de leurs appointements les rendait particulièrement dignes d'intérêt. De nombreuses décisions furent rendues en ce sens, et préparèrent de longue date la loi de 1895. Seul, un arrêt de la Chambre des requêtes du 22 novembre 1852 (1) vient, au nom

(1) Reg. 22 novembre 1852, cf. D. 1853-1-32.

du principe de l'égalité devant la loi, déclarer qu...
« aucune loi spéciale n'a affranchi des saisies-arrêts
les salaires des ouvriers... »

En 1895 le moment est venu; les saisies-arrêts sur les salaires et petits traitements, nécessaires à l'existence des travailleurs modestes et de leur famille, vont cesser d'être soumises à la législation jurisprudentielle et par suite plus ou moins arbitraire. La « *loi du 12 janvier 1895* », par une grave dérogation au droit commun et à l'égalité devant la loi, vient apporter aux travailleurs la stabilité demandée. Cette loi, à l'adresse de ceux qui louent leurs services, distingue les ouvriers des employés. S'inspirant de ce dilemme généralement vérifié que l'ouvrier se trouve dans une situation plus modeste que l'employé et en face de besoins plus impérieux que ceux de celui-ci, elle applique à chacun d'eux un traitement différent :

L'ouvrier, pris dans la moyenne de sa classe, reçoit en 1895 un salaire annuel inférieur à 2,000 francs. alors que cette somme, s'il est possible de donner une statistique en cette matière, correspond environ à l'exigence de ses besoins. Aussi la loi du 12 janvier, continuant l'œuvre de la jurisprudence, donne-t-elle au salaire de l'ouvrier un caractère alimentaire et le préserve-t-elle de l'action des créanciers pour les neuf dixièmes, même s'il excède 2,000 fr. Si le salaire devient, en effet, supérieur à cette somme, c'est que l'intéressé a fourni un travail supérieur à la moyenne et demandant surmenage; il est donc humain de lui en tenir considération. L'employé, au contraire, ne se

trouve pas dans l'obligation de se livrer à un travail manuel aussi pénible que celui de l'ouvrier. Le choix même de sa profession le place dans une situation supérieure à celle de ce dernier. Ses capacités lui permettent, en outre, d'obtenir un traitement variable et supérieur à la somme de 2,000 fr. équivalant à l'exigence de ses besoins. Aussi, la loi de 1895 prend-elle en considération le montant du traitement des employés pour ne s'adresser qu'à ceux-la seuls qui paraissent dignes d'intérêt. Les termes du rapport de la commission de la Chambre des Députés sont d'ailleurs assez explicites (1). ... « Nous ne devons pas perdre de vue, déclare le rapporteur, que nous avons pour but, en ce moment, l'amélioration de la situation des ouvriers et que s'il est équitable de faire bénéficier de la même mesure les petits employés, dont les appointements ne sont que l'équivalent du salaire des ouvriers, il n'en est pas de même des employés qui reçoivent des appointements plus élevés; à ceux-là, la loi ne s'appliquera pas.. »

Cette loi, comme le déclare M. Pichon dans son rapport à la Chambre (2) ... « assure au travailleur, dans la perception et la possession de son salaire, une protection équitable sans nuire à son crédit ni porter atteinte à sa dignité et à son indépendance professionnelle... »

Cette idée humanitaire ne saurait cependant faire disparaître le caractère de la loi : elle donne naissance

(1) Cf. Simonet : Lois Nouvelles 1895-1-12.

(2) M. Pichon : proposition faite le 30-11 93 à la Chambre. J. D. Annexe n. 68.

à la... « classe des ouvriers », puisqu'elle en donne la définition, lui accorde un traitement privilégié et crée pour elle une procédure spéciale. La loi du 12 janvier 1895 déroge donc au principe d'égalité devant la loi et introduit dans notre législation le principe de législation de classe.

Lorsque la « guerre » éclate en 1914, la loi sur les salaires et petits traitements n'a subi aucune modification dans son application. La législation bienveillante de l'époque ne fera que confirmer le principe nouvellement émis par la loi de 1895.

Le « décret du 26 septembre 1914 » consacre le texte de la précédente loi... « Il ne pourra être procédé à aucune saisie-arrêt sur les salaires et appointements ou traitements ne dépassant pas 2,000 fr.... » déclare-t-il en effet, en conservant la distinction précédemment posée. La protection des... « gens qui louent leurs services... » devient cependant plus efficace; les créanciers ne peuvent plus désormais exercer leurs droits sur le dixième qui leur était jusqu'alors réservé.

Le « décret du 15 octobre 1914 » apporte une nouvelle extension à la protection jusqu'alors existante : ... « il ne pourra être procédé à aucune saisie-arrêt, ni à aucune signification de transport ou cession, portant sur les salaires quel qu'en soit le montant et les appointements ou traitements ne dépassant pas 2,000 francs... » déclare-t-il en rappelant la distinction établie par la loi de 1895 afin de supprimer l'obscurité du précédent décret. L'ouvrier pour son... « salaire, quel qu'en soit le montant... », l'employé pour son...

« traitement inférieur à 2,000 fr... », tels sont les bénéficiaires des présentes dispositions.

La « *loi du 14 avril 1917* » vulgarise le principe d'égalité devant la fortune. Elle étend le bénéfice de l'article 592 du Code de procédure civile à tout : « chef de famille nombreuse dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à l'entretien de sa famille... » ... « Le mobilier meublant, le linge, les vêtements et objets du ménage appartenant au dit chef de famille sont désormais insaisissables... »

La « *loi du 9 mars 1918* », à son tour, s'adresse à la : « classe des ouvriers... » Elle dispose dans son article 24... « Pour le petit locataire, ne pourront être compris dans le gage du bailleur d'immeuble, au même titre que les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires au coucher et au travail du dit locataire et des membres de sa famille, les meubles, effets mobiliers et objets indispensables garnissant la salle à manger et la cuisine... »

Enfin, la « *loi du 17 juillet 1921* », nécessitée par le coût général de la vie et l'élévation correspondante des salaires, apporte dans son article 61 une nouvelle extension à la protection accordée par la loi de 1895 à la « classe des ouvriers ».

... « Les salaires des ouvriers et gens de service, les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième si leur montant ne dépasse pas 6,000 fr.. » Par ce texte, le législateur constate que l'élévation des salaires a eu pour résultat de

permettre aux ouvriers de réaliser des salaires supérieurs à la somme de 6,000 fr. représentant l'exigence de leurs besoins et que le salaire de l'ouvrier est devenu sensiblement égal au traitement de l'employé.

Par suite, et en considération du principe de classification des individus d'après le montant de leurs ressources, il déclare qu'il n'y a plus lieu de maintenir la différence de traitement établie par la loi de 1895. Aussi, au risque d'une répétition et pour affirmer clairement son esprit, ajoute-t-il aussitôt... « Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas aux salaires, appointements ou traitements supérieurs à 6,000 francs...

Une curieuse décision de l'administration des Contributions directes est venue « récemment » confirmer le principe de législation de classe et distinguer l'ouvrier de l'employé : Il s'agissait de la perception de l'impôt sur les salaires et traitements. Il est d'un usage courant chez les ouvriers de s'opposer systématiquement au paiement de cet impôt et de retourner en masse au ministère des finances les avertissements adressés par la perception aux délinquants.

Cette insoumission est facilement acceptée par l'administration qui se borne désormais à envoyer à l'ouvrier, pour mémoire, une feuille d'impôt dont elle n'attend même pas le retour pour l'oublier. Les diverses manifestations de mai 1922 qui, soit à la porte des Lilas, soit à Asnières, Boulogne et St-Denis, se sont opposées à la saisie des meubles d'ouvriers qui avaient refusé de payer l'impôt sur les salaires ne tendront qu'à

la confirmation de cet acquiescement à la situation de fait. Le fisc a donc battu en retraite devant l'ouvrier.

Ce mouvement de résistance a déterminé un geste fort curieux : Cédant à l'exemple des ouvriers de son usine, un employé à 8,100 fr. d'appointements, a retourné à l'administration la feuille où on lui intimait de s'acquitter de ses 86 fr. de taxe sur son traitement et ses meubles furent aussitôt saisis. L'employé présente lui-même les motifs de son refus au président des référés administratifs :... « Ce n'est pas pour me distinguer de la classe ouvrière que j'ai retourné au percepteur la feuille me demandant 86 fr. sur mes 8.100 fr. de traitement annuel, je ne veux pas ouvrir un conflit de classes sociales. Je ne fais pas de distinction entre les travailleurs manuels, les ouvriers et les travailleurs intellectuels : les employés ; nous sommes tous des travailleurs et formons une seule classe sociale... »

« C'est précisément pourquoi je proteste, par mon refus de payer, contre la distinction que semble établir l'administration entre ces deux catégories de travailleurs... »

« En effet, les ouvriers ont beau retourner leurs feuilles au percepteur, leur mobilier n'est jamais saisi..., leur seule qualité d'ouvrier les préserve de la saisie. »

« En laissant saisir mon mobilier le 13 juillet 1922 j'ai voulu souligner et faire constater cette différence de traitement; l'administration ne recule pas devant

les procédés rigoureux lorsqu'il s'agit d'un employé, même lorsqu'il est un bon Français »

« J'ai payé jusqu'alors mes impôts, mais je suis indigné de voir que dans les usines où je travaille, des ouvriers sont dispensés de l'impôt, alors qu'ils sont titulaires de salaires bien supérieurs aux traitements d'un employé. »

« Qu'on demande l'impôt sur le salaire à tous et qu'on le prélève par les mêmes moyens pour tous ou qu'on le supprime... sinon où est l'égalité devant la loi ? »

Ajoutons qu'à la suite de ce référé administratif du 27 juillet, la vente des meubles saisis chez M. Abord-Sibuet eut lieu le 29 du même mois à la salle des ventes.

Telle est la législation contemporaine régissant les conditions d'insaisissabilité des salaires et traitements. Tel est le premier élément de la « législation des ouvriers. » Tel est le traitement de faveur appliqué à cette nouvelle classe sociale contrairement à celui en vigueur pour les employés.

Accidents de travail

La « *loi du 9 avril 1898* » relative aux responsabilités des accidents dont les ouvriers peuvent être victimes dans leur travail est venue se substituer au principe général de la responsabilité civile posé par l'article 1382 du Code civil. Après une longue élaboration,

elle est venue consacrer la jurisprudence invariable qui, dans l'intérêt général des travailleurs, suppléait à la rigidité d'un texte général. Désormais, la théorie de la faute fait place à celle du risque professionnel : les patrons ou employeurs de certaines entreprises sont responsables des accidents survenus à leurs ouvriers ou employés au cours du travail.

La détermination des entreprises assujetties à la nouvelle législation fut la première préoccupation du législateur ; aussi, dans son premier article en donne-t-il une énumération limitative ; cette énumération est du reste aujourd'hui devenue plus théorique que pratique, puisque les diverses lois postérieures ne maintiennent l'exclusion que pour les professions libérales et une partie de l'agriculture. Ce champ d'application déterminé, tout portait à croire que le législateur s'inspirerait de la généralité de l'article 1382 pour appliquer un traitement uniforme à tous les ouvriers ou employés des entreprises désignées. Telle ne fut pas sa ligne de conduite.

Cédant, en effet, au principe nouveau de classification des individus suivant leurs ressources, les rédacteurs s'arrêtèrent au « *texte* » suivant... « Les ouvriers et employés dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs ne bénéficient des dispositions précédentes que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités accordées... »

Ce texte fournit donc un nouvel élément à la « législation de classe » vieille à peine de trois années. Ne

vient-il pas, en effet, appliquer un traitement différent à l'ouvrier d'une même entreprise et prendre en considération le montant de son salaire ?

A nouveau, le principe de l'égalité devant la loi fait place à celui de l'égalité devant la fortune : L'« *élaboration* » du texte nous en apporte la preuve (1).

Une première proposition symbolisait en quelque sorte l'esprit du législateur. « Les ouvriers et employés dont le salaire ne dépasse pas une certaine somme, soit 3.000 fr., bénéficieront seuls des dispositions de la présente loi. Pour tous les autres, le droit commun continuera d'être appliqué... » Elle fut, en effet, couronnée du vote de la Chambre et elle comptait de nombreux partisans au Sénat; mais, M. Thévenet, fidèle au principe de l'égalité devant la loi, de s'écrier aussitôt dans son rapport au Sénat... « Pourquoi ne pas appliquer à toutes les victimes du travail industriel le principe général posé par l'article premier du projet de loi que nous étudions... ? L'ouvrier mécanicien qui gagne 15 fr. par jour ne doit pas être exclu, il court les mêmes dangers que son camarade dont le salaire est moins élevé et il doit être protégé comme lui ! De même, l'ingénieur ou le contremaître est aussi intéressant que l'ouvrier. Puisque vous rendez le patron responsable du cas fortuit ou de force majeure, pourquoi limiter cette responsabilité aux petits salariés, alors que tous, ingénieurs, employés ou ouvriers y sont également exposés... ? » Dans la même séance au Sénat, M. Félix Martin s'élève également contre le principe nouveau

(1) Cf. D., P., 98-4-66 note 1.

de législation de classe : ... « L'article second, clame-t-il, tel qu'il est voté par la Chambre et tel que le propose la commission dans son rapport est une véritable injustice à l'égard de celui qui gagne plus de 3,000 fr... Cette loi doit être la charte du risque professionnel... Une fois créé, il doit s'appliquer à tous les ouvriers et employés d'un même établissement, quel que soit le montant de leur salaire. Ils doivent tous avoir les mêmes droits, les mêmes facilités pour les faire triompher... Ils sont aussi intéressants les uns que les autres quand ils tombent sur le même champ de bataille de l'industrie !... La loi des accidents doit être applicable à tout le personnel des établissements visés à l'article premier. Il ne faut pas deux poids, deux mesures...

M. Ricard, lors de la même discussion au Sénat, se fait l'avocat du principe nouveau et se retranche derrière le vote de la Chambre... « Au delà d'un certain chiffre absolument nécessaire aux besoins de sa vie et de celle de sa famille, le travailleur peut prélever la somme nécessaire pour assurer sa subsistance et son repos dans ses vieux jours... De cette manière... les ouvriers dont le salaire dépasse 6 fr. 50 par jour et les employés à gros traitements ne pourront pas troubler par des réclamations excessives l'économie de la loi... » Dans cette courte plaidoirie, qui représentait l'opinion de la Chambre et même celle du Sénat, avant qu'elle ne se laissât captiver par l'éloquence des militants adverses, nous retrouvons les tendances et les idées de la loi du 12 janvier 1895. A cette époque, la lutte avait été moins ardente, aussi ces mêmes

idées, qui du reste ne sont encore qu'à leur naissance, ne résistèrent pas à l'ardente combativité de MM. Félix Martin et Thévenet... « Il faut que le principe général, posé par l'article premier de notre projet, s'applique à toutes les victimes du travail industriel... j'en ai connu des hommes, et des plus distingués, qui surveillaient la confection de nos obus et la fonte de nos canons ... Plusieurs sont tombés victimes d'accidents! Est-ce qu'ils n'étaient pas au poste du devoir et du combat avec les autres?... Je demande pourquoi vous refuseriez l'indemnité à ceux-là et que vous l'accorderiez à d'autres ?... »

Sous le feu de telles paroles la majorité se rallia à eux et, après avoir décidé qu'en aucun cas... « les ouvriers et employés touchant un salaire supérieur à 2,400 francs n'auraient d'action pour le surplus... une discussion nouvelle aboutit au vote du texte définitif... « Pour le surplus, il n'ont droit qu'au quart des rentes... »

En 1898, la vitalité du principe de législation de classe était déjà tel que, malgré la résistance acharnée des adversaires, elle parvint à s'incarner au texte définitif de la loi sur les accidents du travail.

Pour les « *lois postérieures* », le principe ne fut du reste plus sujet à discussion. La loi du 22 mars 1902 se contente en effet de remémorer le texte original, et la loi du 5 août 1920 nécessitée par la hausse générale des salaires s'exprime en ces termes : ... « Ceux dont le salaire annuel dépasse 4,500 fr. ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme.

Pour le surplus et jusqu'à 15,000 fr. ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées... Au delà de 15,000 fr. ils n'ont droit qu'au huitième... »

Malgré sa modération, due à l'ardente combativité des militants adverses, la loi du 9 avril 1898 nous apporte donc la confirmation du principe de législation de classe émis par la loi du 12 janvier 1895 et la reconnaissance de la classe des ouvriers.

Assurances sociales

Le « *décret du 28 octobre 1920* » ne saurait être considéré comme une innovation; son but est de maintenir en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions du « *Code du 19 juillet (1) 1911* » sur l'assurance contre la maladie et l'invalidité. Il confirme la réglementation de l'assurance sociale et supplée au tarif original par un tarif correspondant à la baisse de la valeur de l'argent.

Par cette décision, le législateur s'assimile donc certaines dispositions étrangères conformes au principe de législation de classe : le Code de 1911 dispose, en effet dans son article 165... « les « *ouvriers* » sont assujettis obligatoirement à l'assurance contre la maladie sans considération de salaire... « les « *employés* » et autres personnes... ne sont assujettis obligatoirement

(1) Code 19 juillet 1911. Cf. Simonet. Lois nouvelles 1920-3, p. 1021.

à cette assurance qui si leur traitement annuel ne dépasse pas la somme de 2,500 marks...

« Ces derniers peuvent participer à l'assurance volontaire jusqu'à un traitement annuel de 4,000 marks... »

Les dispositions précédentes, dictées par la bienveillance et l'humanité, s'imposèrent d'autant plus à l'esprit du législateur qu'elles répondaient à ses aspirations de distinctions sociales; aussi par un vote unanime, jugea-t-il propice de les faire siennes. Par cette assimilation il ne faisait du reste qu'ouvrir le champ d'application de la loi du 12 janvier 1895 : la situation précaire de l'ouvrier mérite de plein droit la bienveillance du législateur, celle de l'employé ne procure qu'un traitement incertain et fonction du montant de son traitement. Un arrêté du 20 juin 1919 était déjà venu affirmer cette distinction sociale et disposer qu'à l'inverse de l'ouvrier, l'employé ne saurait réclamer la protection du Code de 1911 lorsque son traitement est supérieur à la somme de 6,500 francs.

« *Présentement* » un projet de loi sur les assurances sociales tend à généraliser à tous les travailleurs français l'application des dispositions précédentes. Il s'inspire du même principe, répond aux mêmes tendances et, malgré une élaboration lente, il ne saurait tarder à devenir définitif avec un dévouement tel que celui de son rapporteur M. Grinda.

Un précédent législatif était du reste constitué par le décret du 17 août 1915 relatif aux « *retraites ouvriè-*

res et paysannes ». Les lois du 5 avril 1907 et 27 février 1912 ne portaient qu'une simple présomption d'assuré obligatoire pour tout salarié dont la rétribution annuelle n'excédait pas 3,000 fr. Le nouveau texte bouleverse l'esprit des lois précédentes, transforme la présomption en obligation et précise que... « Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3,000 fr. ne sont point soumis aux obligations de l'assurance obligatoire ;... pourront toutefois en profiter ceux dont le salaire annuel est supérieur à 3,000 fr. et inférieur à 5,000 fr... »

Le quantum de la rétribution donne désormais naissance à un triple traitement : la retraite devient obligatoire, facultative ou sans application suivant que le montant de la rémunération du salarié est inférieure à 3,000 fr, comprise entre 3,000 et 5,000 fr. ou supérieure à ce dernier chiffre. N'est-ce pas là, la soumission parfaite au principe de législation de classe et la réalisation de la législation des ouvriers ?

Indemnités de vie chère.

Les dispositions précédentes, tant sur l'insaisissabilité des salaires et la responsabilité des accidents de travail que sur les retraites et assurances sociales, ne sont pas des actes isolés semés au gré du hasard et des circonstances dans notre législation ; elles s'imposent à nous comme autant d'applications d'un principe directeur, comme les assises, les éléments fondamentaux de la législation des ouvriers.

Elles ont, en effet, un champ d'application varié et leur caractère de classification prend une teinte de parfaite homogénéité lorsqu'on les rapproche de la législation contemporaine.

L'étude des... « indemnités de vie chère... » par exemple, ainsi que celle du... « libre salaire de la femme mariée... » peuvent servir à mettre en lumière ce caractère de législation propre. Cette double étude témoignera, non seulement de l'application du principe de classification des ouvriers en dehors du domaine jusqu'alors étudié et par suite restreint à l'insaisissabilité des salaires, la responsabilité des accidents du travail, la création de l'assurance sociale et la réglementation des retraites ouvrières, mais elle témoignera encore de l'existence de ce même principe directeur et de sa tendance ferme à l'établissement d'une législation de classe.

On dénomme législation des... « indemnités de vie chère... » les dispositions qui, dans le but de suppléer à la baisse de la valeur de l'argent, accordent un supplément de traitement aux employés des chemins de fer, au personnel de l'Etat ou encore aux titulaires de retraite ou pension.

Cette législation est étrangère au droit civil, mais sa fidèle soumission au principe de classification servira d'excuse aux quelques citations que nous nous permettons de mentionner succinctement.

Elle n'a d'autre but, en effet, que de classer les employés auxquels elle s'adresse d'après le montant de leurs traitements, afin de ne prendre en considération

que les titulaires d'une rémunération inférieure et de refuser ses faveurs aux employés à gros traitements. Les textes dispensent du reste de commentaire.

... « L'indemnité n'est accordée que lorsque le traitement de l'employé des chemins de fer ne dépasse pas 3,600 fr.... et pour tout traitement supérieur elle sera réduite de 15 fr. par échelon de 100 fr... », déclare la loi du 31 mars 1918.

... L'indemnité n'est acquise au personnel de l'Etat que si... « les émoluments n'excèdent pas 5,000 fr... » ... « la rétribution n'est pas supérieure à 2,000 fr... » ... « les émoluments du fonctionnaire n'excèdent pas 3,600 fr... » ... « le traitement de l'agent est inférieur à 6,000 fr... » et le cumul n'est permis que pour... « les traitements inférieurs à 5,000 fr... » disposent respectivement les décrets des 31 mars 1916, 3 mai 1917, 14 août 1917, 15 novembre 1918 et 18 octobre 1919.

Les petits retraités de l'Etat n'ont droit à l'allocation temporaire que... « si l'ensemble de leurs ressources est reconnu insuffisant... » déclare la loi du 18 octobre 1917.

Enfin, l'augmentation des pensions... « est de 100 %, 50 % ou 25 % suivant que le montant de la pension est inférieur à 750 fr., à 1,800 fr. ou à 6,000 fr... » conformément aux dispositions de la loi du 23 mars 1920.

Qui, après ces quelques extraits de texte, pourrait soutenir que le principe directeur auquel répondent les précédentes dispositions législatives n'est pas celui de législation de classe ? En présence de tels textes nous devons reconnaître son établissement dans notre législation contemporaine !

Libre salaire de la femme mariée.

La « *loi du 13 juillet 1907* » accorde à la femme mariée la libre disposition de son salaire : ... « sous tous les régimes, dispose en effet son article premier, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les droits d'administration reconnus à la femme séparée de biens... » Malgré la généralité de ce texte, le législateur n'envisage-t-il pas une classe sociale ? ne s'adresse-t-il pas à un milieu déterminé ? : Les plaidoiries des instigateurs de la loi nous fournissent la réponse.

La communauté légale déclare le mari « seigneur et maître » de la communauté, elle annule de ce fait l'action de la femme sur ses propres biens : seuls les autres régimes matrimoniaux tendent à supprimer l'action du mari sur les biens de la femme : aussi, l'effort du féminisme a-t-il porté sur ces régimes, mais, ils ne concernent que la situation de la femme riche et dans l'aisance ; le Code civil ne s'est donc pas préoccupé des autres, des laborieuses ; elles semblent désintéressées de la question qui s'agit à une grande distance au-dessus d'elles.

... « On a fait le régime matrimonial du capital, déclare M. Guillier (1), on a tenté des réformes féministes du capital mais non celles du travail... » Les femmes qui n'ont d'autres ressources que le produit de leur travail sont cependant et de beaucoup les plus nombreuses. Suivant les statistiques de l'Office du Tra-

(1) Cf. J. O. 15 mai 1907, p. 620.

vail, il y avait en 1900 en France plus de six millions de femmes ne vivant que du produit de leur travail, soit plus de trois millions de femmes mariées, indigentes ou laborieuses; la même année, sur 300,000 mariages, 85,000 furent seulement précédés d'un contrat. Ces chiffres montrent combien la balance numérique penche du côté du travail. Or, toutes les femmes, à défaut de contrat, sont mariées sous le régime de la communauté légale, c'est-à-dire, sont privées de toutes les garanties spéciales. Ne peuvent-elles pas cependant acquérir par leurs gains aussi bien que leurs maris ? leurs salaires peuvent même être très importants surtout lorsqu'elles appartiennent à une classe moyenne, celle de commerçant, par exemple !

D'ailleurs, si l'on applique à ces femmes d'une classe sociale inférieure, les règles des divers régimes matrimoniaux, on aboutit, quant à elles, à un résultat négatif. L'ancien adage « où il n'y a rien, le roi perd ses droits » est toujours en vigueur; le roi naturel est ici la femme et comme son mari ne possède rien, tous ses droits sont perdus d'avance. Le Code civil ne s'est donc intéressé que de la femme d'un milieu social élevé. « Son moyen, déclare M. Guillier, fut de régir par des règles semblables des situations essentiellement différentes, suivant un système rectiligne contraire à la nature, réglant le travail sur le modèle du capital, son antagoniste... »

Il était nécessaire d'intervenir pour rendre l'équité plus grande en ce qui concerne le patrimoine des deux époux, surtout lorsqu'il s'agissait des classes populai-

res : le mari ivrogne ou le paysan abusant de sa force pour extorquer à la femme le produit de son travail et le dépenser ensuite en débauches sans aucun souci de subvenir aux besoins du ménage... Si la femme mariée dont les conditions d'existence deviennent de plus en plus difficiles, se trouve, par la force des choses, soumise à l'impérieuse loi du travail, si elle s'impose de cruelles fatigues et de dures privations pour posséder le quelque'argent indispensable à l'entretien des enfants et à la tenue de la maison, n'est-ce pas de toute justice que ses efforts ne puissent être paralysés par la dissipation ou simplement la paresse du mari et qu'elle ait le droit de conserver, malgré lui, pour elle et ses enfants, le produit intégral de son labeur ?... Sous l'impulsion de tels sentiments dictés par les idées humanitaires, la loi du 13 juillet 1907 fut faite à l'adresse des ouvrières, à l'adresse des femmes mariées indigentes ou laborieuses. M. Guillier, dans son rapport au Sénat, détermine du reste son champ d'application :

... « La loi protégera toutes les femmes laborieuses sans exception, qu'elles soient ouvrières, employées, professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires, commerçantes ou artisanes, du moment qu'elles exercent une profession et se livrent à un travail séparé de celui du mari. Elles pourront ainsi se constituer une sorte de pécule réservé, sur le produit de leur travail personnel; cette dernière expression correspond, du reste, à tout ce que la femme pourra gagner par son travail et son labeur... »

N'est-ce pas là la confirmation expresse du principe de « législation des ouvriers », précédemment étudiée dans ses diverses applications ?

CHAPITRE DEUXIEME

DES PETITS PROPRIÉTAIRES

La « législation des petits propriétaires », pour respecter la dénomination du législateur, est celle qui, dans un but de protection, s'adresse aux travailleurs d'une modeste aisance. En conformité avec son objet, dans son application, elle ne saurait s'adresser qu'à ceux-là des travailleurs qui, par esprit de prévoyance, ont acquis une petite propriété, se sont assurés un modique capital ou exploitent un commerce peu florissant. Son étendue est donc moins variée que celle de la législation des ouvriers puisqu'elle ne protège que, d'une part, les petits propriétaires, d'autre part, les petits assurés et, enfin, les commerçants malheureux. Sa naissance est également de beaucoup plus récente.

Petits Propriétaires.

Le premier élément de cette législation n'apparut qu'en 1906, dans la loi du 12 avril relative aux habita-

tions à bon marché; son texte contient un essai de définition de la classe sociale à laquelle elle porte intérêt; voici quels en sont les termes...

... « Le propriétaire de la maison, dont la valeur locative n'excède pas les limites suivantes : ... pour les communes d'une population respectivement inférieure à 1,001 2,001, 5,001, 30,001 et 200,000 habitants, une valeur locative de 140, 200, 225, 250, 325 fr... et pour respectivement la grande, la petite banlieue de Paris les villes de 200,000 habitants et enfin Paris, une valeur locative de 325, 400, 440 et 550 fr. » Par cette limitation de son étendue d'application, le texte législatif implique reconnaissance de la classe des petits propriétaires pour laquelle il atteste de sa bienveillance. Ne déroge-t-il pas, en effet, en faveur de cette nouvelle classe sociale qu'il vient de définir, aux règles essentielles du droit commun ? En méconnaissant l'article 815 du Code civil ne permet-il pas, à ses membres, de conserver, par l'indivision forcée, la propriété ou tout au moins l'usage de leur immeuble ?...

... « Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par la présente loi, figure dans une succession, et que cette maison est occupée au moment du décès du propriétaire par le défunt... il est dérogé aux dispositions du Code civil comme il est dit ci-après....» Ainsi s'exprime le législateur dans le but d'encourager l'épargne et d'assurer au travailleur le gîte que ses économies lui ont permis d'acquérir.

La loi du 12 juillet 1909 vint du reste compléter cette idée et, dans une nouvelle application, déclarer

insaisissable... « le bien de famille qui lors de sa destination n'excède pas huit mille francs... » Par son étroite limitation, le législateur n'a d'autre but encore et il ne saurait en réalité intéresser que le travailleur d'une modeste aisance.

La législation bienveillante de ces dernières années s'inspire de ces idées pour consacrer par ses applications, la classe définie par la loi du 12 avril 1906 et lui accorder ses faveurs.

Elle tend à vulgariser l'acquisition de la petite propriété; elle en offre les moyens à ses protégés, et elle déroge même aux règles fiscales lorsque le prix répond par sa modicité à l'esprit du législateur.

La loi du 9 avril 1918, modifiée par le décret du 19 juillet de la même année, s'adresse en ces termes aux pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre... « Les sociétés de crédit immobilier... peuvent consentir à ces personnes des prêts hypothécaires pour faciliter l'acquisition... des petites propriétés rurales dont la valeur... n'excède pas la somme de 10,000 francs..... ou la somme de 40,000 fr. conformément à la loi du 19 avril 1921... »

La loi du 31 octobre 1919 s'adresse à son tour aux personnes peu fortunées... « Les lotissements auxquels sont autorisés les départements et les communes... seront établis de telle sorte que... les terrains destinés à la constitution d'un petit patrimoine rural... n'aient pas une valeur supérieure à 10,000 fr... »

Et la circulaire du 25 décembre 1921 du ministre de l'hygiène, de l'assurance et prévoyance sociale aux

préfets, relative à l'application des présentes lois, rappelle l'esprit des dites dispositions.. « Nous attirons l'attention des préfets sur les conditions suivantes : la valeur des petites exploitations rurales ne doit pas être supérieure respectivement à 10,000 fr. et à 40,000 francs; les bénéficiaires sont ceux déterminés par la loi du 9 mars 1918 (article premier) et par la loi du 11 février 1914 (article 2)... Ne sont donc bénéficiaires des dites dispositions que, d'une part, les militaires pensionnés, les veuves, les civils pensionnés et, d'autre part, les salariés, les fermiers, les métayers, les cultivateurs, artisans ou petits patrons travaillant seuls ou avec un seul ouvrier et avec les membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec lui... L'emprunteur doit d'ailleurs, aux termes des dites lois, justifier que la location réelle de son logement n'est pas supérieure au chiffre fixé pour la commune, par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906... »

Parallèlement à ces facilités d'acquisition de la petite propriété, la loi du 9 avril 1918 dispense de tout droit de mutation et d'enregistrement... « Les actes d'acquisition des terres d'une valeur de 1.200 francs au maximum ou en Algérie inférieure à 5.000 francs.»

Ce nouveau traitement de faveur posé et accepté, le législateur n'hésite pas à donner une double application de la dérogation aux règles fiscales dans la loi du 25 juin 1920... « Le taux de la contribution foncière est fixé à 10 %... Toutefois, le taux de 5 % est main-

tenu... à l'égard des contribuables dont le revenu foncier n'est pas supérieur à 10,000 fr... »

... « Sont affranchis de l'impôt sur parcelles et jardins les personnes ayant un terrain dont le revenu n'est pas supérieur à 100 fr... »

Telles sont les principales dispositions législatives qui impliquent reconnaissance de la classe des petits propriétaires par la fixation constante d'un maximum et l'application d'un traitement privilégié. Ces différents textes nous montrent clairement la protection que le législateur tend à accorder à la classe nouvellement consacrée.

Par une application spéciale, la loi du 30 avril 1921 nous montre, du reste, la largesse d'interprétation et l'étendue du champ d'application du principe posé par la loi du 12 avril 1906. Cette loi permet aux sinistrés ayant droit à une indemnité pour dommages de guerre, de convertir leur titre en cas de non-emploi en rente sur l'Etat et dispose... « Les titres seront nominatifs et inaliénables pendant cinq ans, mais la durée de l'inaliénabilité sera réduite à deux ans lorsque le montant de l'indemnité sera inférieur à 5,000 francs... »

N'est-ce pas là une véritable inégalité de traitement et un nouvel élément de la législation de classe ?...

Petits assurés.

Très voisin de cette législation des petits propriétaires, le décret du 27 septembre 1914 vient s'adresser

aux petits capitalistes, aux personnes peu fortunées qui, dans un esprit de prévoyance, se sont assurées un modique capital. Au lendemain de la déclaration de guerre, ce texte vient régir les contrats d'assurances, de capitalisation et d'épargne. S'inspirant du principe émis par la loi de 1906, il n'accorde ses faveurs qu'aux petits assurés au détriment de ceux qui, en considération de leurs ressources, ont contracté une assurance plus importante. Telles sont du reste les dispositions de ce décret :

... « Un délai de trente jours est accordé pour le paiement des sommes dues à raison de tous contrats d'assurance conclus antérieurement à 1914... »

« Néanmoins, pendant la durée de cette prorogation, les entreprises d'assurance sur la vie sont tenues de payer 10 % du capital stipulé, sans que le paiement puisse être exigible au delà de 5.000 francs... »

« En ce qui concerne les rentes viagères, ces entreprises sont tenues d'en payer les arrérages dans les conditions prévues au contrat, mais seulement jusqu'à concurrence de 4,200 fr. par an... »

« En ce qui concerne les assurances contre les accidents de travail, les rentes viagères et allocations temporaires, dues en vertu des dites lois, demeurent intégralement exigibles... »

Quant aux assurances contre les accidents de personnes (individuelles ou collectives)... les entreprises doivent... payer les indemnités dans les conditions suivantes : indemnités temporaires jusqu'à concurrence d'un maximum de 3 fr. par jour, indemnités tempo-

raires jusqu'à concurrence de 10 % avec un maximum de 5,000 fr... »

« Les entreprises d'assurance contre les maladies et autres risques... sont tenues de payer les indemnités dans les conditions suivantes : 20 % pour les sinistres inférieurs ou égaux à 50,000 fr. avec un maximum de 5,000 fr.; 10 % pour les sinistres supérieurs à 50,000 francs avec un maximum de 10,000 francs... »

Ce décret rompt l'égalité de traitement jusqu'alors accordée aux assurés. La prorogation d'échéance qu'il accorde aux entreprises ne s'adresse qu'aux personnes qui ont constitué une assurance importante, aux personnes qui peuvent disposer d'un certain capital. Lorsqu'il s'agit au contraire du travailleur, de l'accidenté de travail, les rentes et allocations demeurent intégralement exigibles et lorsqu'il s'agit du petit capitaliste, du petit assuré, le décret n'accorde qu'une demi-prorogation d'échéance aux compagnies.

Ce décret s'efforce donc de définir le « petit assuré » pour lui accorder, malgré la prorogation d'échéance accordée pour fait de guerre, l'intégralité ou un pourcentage de sa créance.

Des décrets périodiques reportèrent de trois mois en trois mois la prorogation précédente et maintinrent cette différence de traitement jusqu'au 27 juillet 1919, date à laquelle l'application du droit commun vint à nouveau établir l'égalité de traitement entre tous les assurés et supprimer la dite législation de classe. La législation des petits assurés fut donc d'une durée éphémère, mais son application fut la confirmation

de la tendance actuelle de l'esprit du législateur vers l'établissement d'une législation de classe et ne fut pas sans influence sur la législation contemporaine : la loi du 31 mars 1919 nous en apporte la preuve. Cette loi, portant ouverture de crédits sur l'exercice de 1919, accorde la remise intégrale et d'office de leurs contributions personnelles mobilières aux personnes... « dont le revenu net total annuel... » ne dépasse pas 5.000 francs. Ne répond-elle pas au même but que les dispositions relatives aux petits assurés ?... N'en est-elle pas le corollaire ?...

Cette législation des « petits propriétaires », complétée par celle des « petits assurés » confirme donc bien celle des « ouvriers » : elle accorde, en effet, ses faveurs aux « travailleurs » aux « peu fortunés » et leur donne les moyens d'acquérir, de conserver, de s'assurer un petit capital, une petite propriété. Tel est du reste le but poursuivi et de plus en plus réalisé par l'Assurance et la Prévoyance sociales, donnant ainsi autant de nouvelles applications au principe de législation de classe.

Commerçants.

Des dispositions précédentes il convient de rapprocher le traitement appliqué aux commerçants par la législation contemporaine. Elle prend en considération le commerçant malheureux qui, par manque de réussite dans ses affaires, se trouve dans une situation voisine de celle du travailleur et par suite digne d'intérêt.

Parallèlement, elle exclut, au contraire, de sa bienveillance les commerçants qui ont réalisé des bénéfices de guerre, et, de ce fait, deviennent à ses yeux des capitalistes.

La loi du 2 juillet 1919 institue en France le « *règlement transactionnel* » pour cause générale de guerre entre les commerçants malheureux et les créanciers; elle s'exprime en ces termes :

« A dater de la promulgation de la présente loi et jusqu'à l'expiration des trois années qui suivront la ratification du traité de paix, tout commerçant qui ne peut faire face à ses engagements, peut demander à ses créanciers le bénéfice d'un règlement transactionnel dans les formes et conditions prescrites par la loi... »

Cette institution a pour objet de remédier à la situation faite par les décrets moratoires. Par suite de la durée de la guerre, les échéances commerciales se sont accumulées. A la disparition du moratorium, à la cessation des hostilités, les créances deviennent exigibles; quelle est alors la situation des débiteurs devant les exigences de leurs créanciers ?

A défaut de paiement, les tribunaux doivent prononcer la faillite ! Sans doute, le débiteur honorable peut obtenir des délais, par application de l'article 1244 du Code civil, mais des délais modérés, accordés avec réserve et jamais une remise partielle de dette. Il peut aussi essayer d'obtenir de ses créanciers un concordat amiable, mais il faut toujours l'adhésion unanime des créanciers. Reste la liquidation judiciaire.

mais elle a « fait faillite » et le liquidé n'a pas plus de crédit que le failli.

C'est en vue de remédier à la situation, souvent digne d'intérêt, du débiteur commerçant malheureux que M. Chastenet a emprunté à la législation belge (loi du 29 juin 1887) l'idée de procédure du concordat préventif auquel le Sénat a substitué le nom de « Règlement transactionnel pour cause générale de guerre ». Le législateur prend en considération le débiteur malheureux et de bonne foi, aussi, refuse-t-il l'application de la loi aux commerçants qui ont réalisé des bénéfices de guerre et donne-t-il pouvoir aux tribunaux de prendre en considération la situation du débiteur et d'étendre les dispositions de la loi, même lorsque l'état d'insolvabilité n'est pas le résultat d'un fait de guerre...

... « Il suffira, dit, en effet, M. Flandrin dans son rapport, que l'état d'insolvabilité se soit produit au cours de la guerre ou de la période transitoire, prévue par la loi, pour ouvrir au débiteur malheureux et de bonne foi le droit de solliciter le bénéfice du règlement transactionnel... »

Le texte général de la loi accorde, il est vrai... « à tout commerçant... » le droit de demander le bénéfice du règlement transactionnel, mais le législateur donne mission aux magistrats d'interpréter la rigidité du texte, de considérer la situation du requérant et de ne satisfaire à sa demande qu'autant que sa situation est digne d'intérêt. Les rapports faits à la Chambre et au Sénat précisent du reste les conditions d'application de la précédente disposition... « Le but de la loi est de

protéger le commerçant malheureux et de bonne foi, celui auquel la fortune n'a pas souri, celui qui, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, se trouve dans une situation précaire... »

C'est encore dans le même but de protéger le travailleur modeste que le décret du 27 juillet 1922 étend le bénéfice des dispositions précédentes à l'Algérie.

A l'inverse et en conformité avec l'esprit de la disposition précédente, le législateur exclut de sa bienveillance les commerçants qui ont réalisé des bénéfices de guerre :

Le décret du 27 décembre 1917, confirmé par le décret du 23 mars de l'année suivante, accorde une prorogation aux échéances et au retrait des dépôts-espèces à tous les débiteurs, mais s'il s'agit des commerçants qui ont réalisé des bénéfices de guerre... « Ceux-là n'ont pas droit à l'application des dispositions du présent décret... » déclare-t-il dans son article 5.

... Le bénéfice de la présente loi ne pourra être invoqué par les locataires qui ont réalisé des bénéfices de guerre... » dispose également la loi du 1er mars 1921 relative au maintien provisoire en jouissance des locataires de bonne foi.

Ainsi, par cette institution du règlement transactionnel, le législateur s'efforce de protéger le commerçant malheureux, le travailleur modeste. Par cette nouvelle application, le principe de législation de classe prend la forme d'un tout complexe, avec les dispositions législatives s'adressant aux petits propriétaires et assu-

rés pour, parallèlement à celles s'adressant aux ouvriers, compléter la législation des travailleurs modestes et asseoir ainsi le nouveau principe de législation de classe dans nos institutions contemporaines.

CHAPITRE TROISIEME

DES PETITS LOCATAIRES

La législation des loyers prit naissance aux heures troublées de la déclaration de guerre de 1914. Elle se compose de nombreux décrets successifs trimestriels s'échelonnant du 14 août 1914 au 9 mars 1918 pour constituer la législation provisoire et de deux textes définitifs constitués par les lois des 9 mars 1918 et 31 mars 1922.

Toutes ces dispositions, tant provisoires que définitives ont pour objet de régler la situation de fait créée par l'état de guerre entre le locataire et le propriétaire; toutes, dans ce but, s'inspirent de l'idée suivante : Le propriétaire est dans une situation sociale supérieure à celle du locataire; sa qualité même de propriétaire ne lui permet-elle pas, en effet, de disposer de certaines ressources, alors que celle de locataire n'emporte aucune présomption de fortune ?

Cette idée directrice posée, le législateur, en conformité avec le principe de législation de classe, cherche

à connaître l'état de fortune de chaque locataire pour lui appliquer un traitement approprié. Dans ce but, il se propose de respecter le postulatum suivant : les ressources du locataire sont généralement proportionnelles au montant de son loyer, ce chiffre doit donc être la base de la classification des locataires.

Logique avec ce double raisonnement, la législation des loyers respecte les deux postulata précédents; elle considère que la situation du locataire est plus digne d'intérêt que celle du propriétaire et qu'elle est d'autant plus intéressante que le montant de son loyer est moins élevé. Le « petit locataire » jouit dès lors d'une double présomption de faveur, d'une part, à l'égard du propriétaire et, d'autre part, à l'égard du titulaire d'un loyer élevé. Ces présomption et classification, proportionnelles au montant du loyer, sont l'âme de toute la législation que nous nous proposons d'étudier.

Dès les premières heures de guerre, le « *décret du 14 août 1914* » accorde une prorogation de jouissance mais uniquement en considération du montant du loyer... « Il est accordé, dispose-t-il, un délai de 90 jours francs pour le payement des termes des loyers suivants :

« A Paris, loyers annuels inférieurs ou égaux à 4,000 francs... »

« Villes de plus de 100,000 habitants, loyers ne dépassant pas 600 francs. »

« Villes de plus de 5,000 habitants, loyers correspondant à 300 francs. »

« Autres localités, loyers annuels égaux ou infé-

rieurs à 100 francs ». L'application du « même traitement aux locataires en garni... » ne laisse aucun doute sur l'esprit des précédentes dispositions; elles furent d'ailleurs bientôt confirmées par le « *décret du 1er septembre 1914* » dans une nouvelle dérogation aux règles de droit commun...

« Dans le cas de sortie de lieu, le juge de paix peut, nonobstant le non-paiement des loyers échus, autoriser, suivant les circonstances, l'enlèvement de tout ou partie du mobilier... Mais cette disposition n'est applicable qu'aux locations dont le loyer annuel ne dépasse pas les taux prévus par le décret du 14 août... »

Ce même texte supplée, du reste, à la rigidité numérique du décret précédent en donnant une nouvelle extension à son champ d'application... « Une prorogation au paiement des loyers peut être accordée aux locataires des départements envahis ou mobilisés ou commerçants, exclus par le décret du 14 août 1914 à la condition qu'ils soient hors d'état de payer tout ou partie de leurs loyers... » Ainsi, la bienveillance du législateur ne s'adresse qu'aux locataires peu fortunés, qu'à ceux qui ont un « petit loyer... ». Conformément à la définition donnée par la « *circulaire du 4 octobre 1914* » et mise en application par le décret du 17 décembre de la même année... « Les faveurs précédemment accordées sont maintenues au profit des locataires d'un « *petit loyer* »... Mais les locataires d'un « *gros loyer* » devront désormais, pour obtenir une prorogation, faire la déclaration au juge de paix et apporter la preuve de l'impossibilité dans laquelle ils se

trouvent de s'acquitter de « tout ou partie du montant de leurs loyers... »

Le « *décret du 7 janvier 1915* » s'inspire uniquement du principe de classification des locataires et décide que désormais il s'appliquera aux petits patentés... « Ont droit à la prorogation dans le département de la Seine... les locataires dont le loyer n'excède pas 1.000 francs... Ont droit à cette même faveur les locataires industriels, commerçants et autres patentés dont le loyer annuel est compris entre 1.000 et 2.500 fr... Mais dans ces deux cas, pour ceux dont le loyer annuel est supérieur à 600 fr. les propriétaires sont admis à justifier devant le juge de paix que le locataire peut payer tout ou partie des termes échus... »

Ces textes sont des plus explicites, ils soulignent si nettement l'inégalité de traitement causée par la différence de loyer, qu'on ne saurait en apercevoir la cause dans une idée autre que celle qui tend à l'établissement d'une législation de classe.

Des décrets successifs ont renouvelé la prorogation: tous reproduisent les termes précédents; de même, tous les « *rapports* » du Président de la République sont inspirés de la même idée... « La prorogation de paiement n'est de droit que pour les locataires présents sous les drapeaux... ou à raison du taux modique du loyer... Dans les autres cas, elle n'est accordée qu'autant que le locataire est hors d'état de payer... Toutefois, selon les situations et le montant du loyer, il appartient au propriétaire de faire la preuve du con-

raire, ou c'est le locataire qui a la charge de la preuve... »

... « Lorsqu'il s'agit, déclare la circulaire du 15 février 1916, de locataires mobilisés contre lesquels les décrets moratoires ne permettent pas au propriétaire de faire la preuve qu'ils sont en situation de payer leur loyer, le juge de paix ne saurait se prêter à une tentative de conciliation qui est sans objet... Il doit en être de même à Paris et dans la banlieue pour les locataires non présents sous les drapeaux, dont le loyer n'est pas supérieur à cent francs, à moins cependant que le locataire ne prétende être en mesure d'établir que son locataire jouit d'un traitement supérieur à trois mille francs... »

Ces décrets successifs n'eurent pour but que de confirmer le texte du décret précédent et de reporter de trois mois en trois mois la prorogation initiale de 90 jours; ils n'ont d'original que la date : 28 mars, 28 juin, 28 septembre, 29 décembre 1916, 30 mars, 29 juin, 29 septembre et 30 décembre de l'année suivante.

Après cette période de stagnation et de confirmation tacite du principe directeur, la « *loi du 9 mars 1918* » substitua à la prorogation de paiement une exonération partielle ou totale du montant des loyers échus.

En prorogeant sans cesse sans les liquider jamais les dettes de loyers qui s'augmentent à chaque terme, disait M. Ignace, dans son rapport du 12 août 1915 (1)

(1) Ignace, discours du 15 août 1915 cf. Annexes n. 1212 Doc. parl. S. O. 1915 p. 1461.

à la Chambre des Députés, le régime des décrets moratoires est préjudiciable à la fois aux propriétaires et aux locataires qu'il maintient dans une même incertitude. Il est préjudiciable à l'intérêt public en privant la circulation générale du numéraire qui lui est nécessaire, en paralysant par une stagnation trop prolongée une partie considérable des forces financières du pays... La stase est un mal aussi funeste aux Etats qu'aux individus... Le malaise ne peut aller qu'en s'aggravant avec la durée d'une guerre sans précédent dans l'histoire... » M. Ignace demande donc, dès 1915, l'intervention législative afin de suppléer à l'insuffisance du droit commun. Sans vouloir démontrer la « *légitimité* » d'une telle intervention, il est cependant utile de ne pas oublier les considérations suivantes : On a soutenu que dans une matière où il s'agit de l'exécution des contrats, passés de bonne foi entre des tiers et qui tiennent lieu de loi, conformément à l'article 1134 du Code civil, à ceux qui les ont faits, le législateur doit s'abstenir de toute intervention, son rôle est d'assurer l'exécution des dits contrats. On a dit, on a écrit, que donner le droit de prononcer la remise totale ou partielle de la dette du locataire, c'était commettre un véritable excès de pouvoir... » Pourquoi les propriétaires fournissent-ils le logement et subissent-ils une réduction de leur créance alors que tout autre créancier est intégralement désintéressé ?... qu'importe l'imprévision de la guerre !... ce n'est pas un cas de force majeure !... En dehors des baux, bien d'autres conventions ont été passées alors qu'elles

n'eussent point été conclues si l'on avait pressenti ces tristes jours... Si on n'annule pas ces conventions, si on ne partage pas entre tous les contractants les risques de guerre, comment alors justifier une intervention ne produisant d'effet qu'à l'égard des baux à loyer ?... »

On a répondu qu'en dehors du principe intangible de la souveraineté de la loi, le contrat de louage se distingue des autres contrats qui, eux, produisent un effet immédiat et définitif et que, de plus, la règle... « res perit domino... » conduit à faire supporter en principe les risques au bailleur... » N'est-ce pas de plus se conformer au vœu d'une impérieuse justice que de proclamer la nécessité de répartir équitablement les risques de guerre entre les deux parties contractantes toutes les fois qu'elles ont omis de prévoir ce risque et d'en régler les effets ?.... »

L'intervention législative avait du reste un précédent historique. M. Dufaure, garde des sceaux, déclarait à la Chambre le 18 mars 1871... « Prenons dans le droit commun tout ce qu'il peut nous fournir pour arriver à une mesure transactionnelle entre locataires et propriétaires en imposant à chacun d'eux des sacrifices : ... cela est parfaitement équitable ! Pourquoi cette différence entre la condition si distante du locataire, obligé malgré sa ruine, de payer sa dette et celle du propriétaire sortant avec sa fortune intacte de cette grande crise ?.. Alors nous avons cherché le moyen d'une transaction équitable entre les locataires et propriétaires en sacrifiant quelque chose de l'égalité absolue devant la loi, quelque chose du droit inté-

gral de l'un pour atténuer l'obligation inflexible de l'autre... »

C'est dans ces conditions de nécessité et légitimité, c'est dans cet état d'esprit qu'est intervenue la loi du 9 mars 1918. Elle supplée au droit commun, déclare M. Chéron (1) lors du vote de l'article 14 à la Chambre, mais elle n'accorde l'exonération totale ou partielle qu'au locataire... « Privé d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement de son loyer... et la commission arbitrale doit tenir compte, tant pour admettre le droit à réduction, que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des revenus du locataire... »

... « La loi ne doit s'adresser qu'à ceux-là que la guerre a privé de ressources!... elle ne doit s'adresser qu'aux petits !... » avait en effet déclaré M. Lauche à la séance de la Chambre du 17 juin 1917... Sous de telles influences, le législateur s'arrêta au « *texte* » suivant pour l'article 15 :

... « Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 14 et comme tels totalement exonérés du paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir pendant... les locataires occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories ci-après déterminées et qui sont 1° ou bien mobilisés, réformés...

2° ou bien attributaires soit de l'allocation... soit des secours de chômage... ou de bienfaisance... soit encore

(1) Note du 4 juillet 1916. Annexes n. 258. Doc. parl. S. O. 1916, p. 340.

inscrits sur les listes d'Assistance (loi du 15 juillet 1905)... soit encore... *a)* à Paris... loyer inférieur ou égal à 500 fr. si le locataire est célibataire, 600 fr. s'il est marié.

b) Villes de plus de 100,000 habitants... loyer respectivement égal ou inférieur 350 ou 400 francs.

c) Villes de plus de 20,001 habitants... loyer de 250 et 300 fr.

d) Communes de plus de 5,001^h habitants... loyer de 150 et 200 fr.

e) Communes de plus de 1,000 habitants... loyer de 100 et 150 francs.

f) Communes de moins de 1,000 habitants... loyer de 75 et 100 francs.

Ce texte confirme expressément le principe de classification des locataires; pour chaque classe il donne un traitement différent et d'autant plus favorable que l'actif des ressources paraît moins important

Pour exonérer totalement les locataires répondant à ces conditions, loi loi du 9 mars 1918 établit à leur profit une présomption légale, au sens de l'article 1350 du Code civil, une présomption d'insolvabilité, de détresse. Ne s'adresse-t-elle pas ainsi à ceux qui faisaient la préoccupation de M. Lauche en juin 1917... « les petits » pour respecter sa propre expression ?

Pour eux, elle accorde non seulement une exonération totale, mais une exonération de plein droit puisque, par son texte, elle ne réserve pas au propriétaire la faculté de combattre la présomption de détresse par la preuve contraire et que nulle preuve ne saurait

être admise aux termes de l'article 1352 du Code civil contre une présomption légale. M. Fernand Brun partageait, du reste, cette opinion et lorsqu'il l'émit au cours de la discussion, en première délibération devant la Chambre, il ne souleva aucune objection : l'avis de la Chambre était donc conforme. Au contraire, pour les attributaires de l'allocation militaire la présomption d'insolvabilité établie par la loi est moins grande : elle peut être combattue par la preuve contraire.

Bien plus, cette inégalité de traitement, correspondant à une inégalité de ressources, implique également considération de l'exigence des besoins des intéressés et ce, en conformité parfaite avec le principe de législation de classe. Dans ce but, la loi établit un loyer de base différent suivant la situation familiale du locataire, suivant qu'il est célibataire ou marié et suivant qu'il a des charges de famille ou un traitement suffisant.

... « Les chiffres prévus à l'article 15 de la présente loi seront majorés de 100 fr. pour chaque enfant de moins de seize ans ou toute autre personne à la charge du locataire et pour chaque fils ou membre de famille mobilisé qui habitait sous le même toit, dans les villes comprises dans les deux premières catégories ; de 75 fr. dans les villes et communes comprises dans les troisième et quatrième catégories et 50 fr. dans les autres communes... »

... « Mais sont exceptés du bénéfice de ces dispositions ceux qui, mobilisés, ont un traitement égal au quart de celui d'avant guerre... »

Telle est la loi du 9 mars 1918 qui clôt la législation provisoire des loyers avec un maximum de bienveillance à l'égard des petits locataires, puisqu'au risque de manquer à un des plus chers principes de la Révolution... « La propriété est inviolable et sacrée » elle dispense ses bénéficiaires de leurs obligations.

Cette tendance vers la classification des locataires ne fut du reste pas sans influence sur la rédaction du texte de la législation définitive. La « *loi du 31 mars 1922* », par exemple, d'une part, n'exempte les réfugiés de l'augmentation de 5 % pour les dépenses d'entretien qu'autant qu'ils sont... « petits locataires aux termes de l'article 15 de la loi du 9 mars 1918.. » et, d'autre part, reproduit les termes du décret du 1er septembre 1914 relatif à la limitation du privilège du bailleur sur le mobilier garnissant les lieux loués.

Telle est la législation des petits loyers ! Sa soumission au principe de législation de classe demande sa jonction aux dispositions législatives s'adressant et aux ouvriers et aux petits propriétaires précédemment étudiées pour constituer avec elles la législation de la classe des travailleurs modestes.

ÉTUDE DES MESURES D'
IMPOSITION
DICTÉES PAR LE LÉGISLATEUR
A L'ÉGARD DES
PRIVILÉGIÉS DE LA FORTUNE

Des Propriétaires dans la législation des loyers

Conformément au principe directeur de la législation de classe, le second élément de l'égalité devant la fortune est constitué par les dispositions législatives qui s'adressent aux personnes dispensées par leurs ressources de se livrer à un travail manuel et journalier, aux personnes à qui la fortune a souri, aux capitalistes, pour employer l'expression courante des théories socialistes.

Cette législation a pour objet de compléter celle des travailleurs modestes et, afin de faire œuvre de nivellement, elle tend à obliger les capitalistes, à leur enlever, pour donner à la masse des travailleurs, l'excédent de fortune dont ils jouissent. Elle est donc principalement d'ordre fiscal et par conséquent hors du droit civil. Une loi civile, celle du « 9 mars 1918 » opère toutefois par le même texte la double action de nivellement répondant au but poursuivi par la législation contemporaine et inspiré par le principe d'égalité devant la fortune. Cette loi favorise, d'une part, le

petit locataire par l'exonération de sa dette et elle oblige, d'autre part, le gros propriétaire par la spoliation d'une partie de ses loyers. C'est ce dernier caractère qui permet de classer la loi du 9 mars 1918 dans la législation qui se propose d'obliger les privilégiés de la fortune. Pour régler la situation contractuelle nouvelle créée par l'état de guerre entre les locataires et les propriétaires, il ne suffisait pas, en effet, pour le législateur de poser le principe de réduction de loyer en considération du revenu de l'intéressé et d'accorder l'exonération totale aux titulaires... « d'un petit loyer »... il ne lui suffisait pas de désigner le bénéficiaire de ses faveurs, le créancier de l'obligation; il lui fallait encore désigner le débiteur, l'obligé auquel incombait le montant des loyers exonérés, il lui fallait statuer sur les droits des propriétaires.

Des textes s'imposaient au législateur : ... « La propriété est un droit inviolable et sacré, dispose, en effet, l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme, nul ne peut en être privé si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité... »

... « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité... » confirme l'article 545 du Code civil. Un précédent historique existait en ces termes dans la loi du 21 mars 1871... « Les exonérations de loyers seront à la charge de l'Etat... » Malgré sa bienveillance pour le locataire, le législateur se voyait donc dans l'obligation d'accorder une indemnité

au propriétaire. Les décrets moratoires étaient en effet d'un préjudice certain à celui-ci puisqu'il était dans l'impossibilité juridique de réclamer ce qui lui était dû, aussi M. Chéron pose-t-il au Sénat cette question (1)...

... « L'exonération de plein droit accordée par l'Etat ne peut-elle pas être assimilée à un acte de réquisition? et s'il y a réquisition comment n'y aurait-il pas indemnité?... »

La Commission de la législation civile et criminelle de la Chambre estime, du reste, que certains propriétaires, ceux ayant des revenus limités et n'ayant que de petits locataires ne peuvent être en quelque sorte expropriés de leurs revenus sans avoir droit à une indemnité, mais que la combinaison financière, destinée à leur assurer cette indemnité, ne peut trouver place dans la loi avant que soit connue l'étendue des sacrifices imposés à ces propriétaires. C'est en réponse à ce désir que fut élaboré l'article 28 de la loi du 9 mars 1918. On aurait pu croire que le législateur allait accorder un certain pourcentage de l'exonération; telle ne fut pas sa ligne de conduite. Voici du reste son propre texte.

« Les bailleurs dont les locataires auront été exonérés en tout ou en partie... auront droit à une indemnité, servie par l'Etat, si, en vertu des lois d'impôt général sur le revenu, ils ne sont pas assujettis à cet impôt en raison de la modicité de leur revenu net total annuel... ou si assujettis à cet impôt leur revenu... ne dépasse

(1) Discours Chéron : cf. Annexe n. 67, Doc. Parl. S. O. 1918, p. 33.

pas les chiffres suivants; 5,000 fr. dans les communes de moins de 100,000 habitants, 8,000 fr. dans les villes de plus de 100,000 habitants... 40,000 francs à Paris et... »

Conformément au postulat directeur de la législation des loyers, et précédemment mis en lumière, ce texte confirme la bienveillance du législateur à l'égard du locataire, en faisant supporter au propriétaire le montant des loyers exonérés; à ses yeux le locataire reste plus digne d'intérêt que le propriétaire. Toutefois, et ce dans un but non équivoque de législation de classe, le petit propriétaire, le titulaire d'un modique revenu, aura droit à une indemnité allouée par l'Etat.

... « L'indemnité sera de 50 % des loyers dont le locataire aura été déchargé sans qu'elle puisse, ajoutée à la portion des loyers demeurés exigibles, être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux baux ayant fait l'objet d'une exonération ou réduction... »

Mais, conformément à l'esprit de classification et dans un but de bienveillance exclusive à l'égard des non-fortunés... « en aucun cas l'indemnité, ajoutée au revenu imposé à l'impôt général sur le revenu, ne pourra procurer aux bénéficiaires un émolument total annuel supérieur aux chiffres de revenus énumérés au présent article... » et ... « les indemnités seront payées en dix termes, sans toutefois que le premier soit inférieur à 1,000 fr.... ou à la totalité de la créance, si elle est inférieure à 1,000 fr... »

Le caractère de législation de classe apparaît donc

non seulement, dans l'obligation pour le propriétaire de supporter le montant des loyers exonérés mais encore, dans les modes d'attribution et de paiement de l'indemnité allouée par l'Etat au petit propriétaire.

Le décret du 13 septembre 1919 confirme ces dispositions en portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie... « l'indemnité due aux bailleurs sera servie par l'Algérie et réglée conformément à l'article 29 de la loi du 9 mars 1918 d'après le montant du revenu imposé au rôle de l'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu pour l'année 1919... »

Ainsi sont déterminés les droits des propriétaires dans la législation des loyers; celle-ci, en parfaite harmonie avec le principe directeur de la législation de classe, adresse, d'une part, ses faveurs au locataire, allant même jusqu'à l'exonérer du paiement de son loyer lorsqu'il est de faible importance, pour obliger, d'autre part, le propriétaire et ne lui accorder un certain dédommagement que dans le cas où ses ressources sont jugées insuffisantes.

Par son double traitement elle opère la double action de nivellement qui est le but poursuivi par la législation de classe : faveur au travailleur modeste, imposition du privilégié de la fortune pour réaliser son idéal : l'égalité devant la fortune.

De certaines mesures fiscales.

Quant à la législation fiscale, durant tout le 19^e siècle, l'égalité devant la loi fut respectée conformément à l'article 13 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, ainsi conçu :

... « Pour l'entretien de la force publique et pour toutes les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés... »

Durant cette période, l'interprétation du texte... « en raison de ses facultés... » ne fit l'objet d'aucune controverse, les charges sont alors réparties entre tous les citoyens proportionnellement à leurs ressources; l'impôt est le même pour tous et consiste en un tant pour cent des ressources imposées. Au 19^e siècle règne, en conséquence, le principe de l'égalité devant la loi conformément au texte de la déclaration de 1789. Au 20^e siècle, au contraire, apparaît le principe de législation de classe en ce domaine; il reçoit quelques applications et s'assimile progressivement à l'esprit général. Une nouvelle interprétation de l'expression « en raison des facultés... » se fait jour; les charges doivent désormais être réparties non plus suivant un taux unique, proportionnel, consistant en un tant pour cent, mais suivant un tarif progressif et en considération de la fortune de l'imposé. Le mot progressif se substitue dès

lors rapidement au mot proportionnel pour faire de la législation fiscale une législation de classe. Les applications deviennent de plus en plus nombreuses et tendent à devenir le droit commun: Les lois instituant l'impôt sur les bénéfices de guerre et sur le chiffre d'affaires, ainsi que celles qui réglementent les impôts sur les successions et le revenu sont des applications de cette interprétation nouvelle; elles répartissent, en effet, les charges suivant un tarif progressif, en considération de l'imposé. Le tarif des officiers ministériels, du 19 décembre 1919 est inspiré des mêmes idées.

Répondant au même but, la « *loi du 31 décembre 1917* » rompt avec l'impôt proportionnel, jusqu'alors d'un taux uniforme et sans considération de l'imposé pour établir un impôt progressif sur les successions: « Un taux respectif de 1 %, 2 %, 3 %... 12 % pour les sommes inférieures à 2,000 fr., comprises entre 2,000 et 10,000 fr... ou supérieures à 50 millions de francs... lorsque les descendants sont au nombre de deux... »

Un tarif similaire se substitue au précédent lorsque le degré de parenté ou le nombre d'héritiers est différent. Par cette innovation, le législateur tend donc à diminuer la part héréditaire de l'appelé suivant une progression géométrique établie sur le montant plus ou moins élevé de la dite part. Par l'application de ce principe, non seulement il aboutit à imposer plus lourdement, progressivement, les gros héritiers, mais il déroge aux règles de dévolution des successions. L'Etat devient héritier d'une quote-part des importantes successions.

La loi du 25 juin 1920 majore le taux précédemment établi et par bienveillance pour les petits héritiers dispose...

« Les parts nettes ne dépassant pas 10,000 fr. recueillies dans les successions dont le montant total n'excède pas 25,000 fr... continueront à être soumises à la loi du 31 décembre 1917... »

Telle est une dernière application de l'esprit de législation de classe qui, demain, peut-être, sera la base de l'établissement de l'impôt sur le capital.

CONCLUSIONS

L'étude précédente avait pour but de retracer l'histoire de la législation de classe au cours des 19^e et 20^e siècles; elle devrait avoir pour résultat de mettre en relief les phases principales de son évolution et la tendance actuelle de notre législation contemporaine.

Avec l'élaboration de la déclaration des droits de l'homme, avec la proclamation du principe d'égalité devant la loi, nous avons assisté à l'exclusion de nos textes de toute application de l'idée anti-révolutionnaire de législation de classe : c'est l'époque de l'égalité absolue, de la rédaction de dispositions générales et conçues uniformément à l'adresse de tous les hommes, quelle qu'elle soit la classe sociale dont ils font partie, la nationalité à laquelle ils appartiennent ou la filiation qui les caractérise.

Avec le Code civil, nous avons assisté au retour offensif des anciennes idées de législation de classe et nous avons pu en considérer les nombreuses applications :

La noblesse reconquiert sa législation propre; comme sous l'ancien régime, ses différentes dispositions réglementent l'acquisition et la transmission des titres

et elles définissent le régime des biens composant l'institution nouvelle des majorats.

Le clergé doit à l'esprit réactionnaire du législateur de 1804 non seulement, la reconnaissance de l'empêchement au mariage spécial à l'entrée dans les ordres sacrés et l'institution de l'insaisissabilité de ses traitements, mais encore, sa dispense de l'obligation militaire.

La même tendance consacre encore la reconnaissance du principe ancien de législation de classe dans la faveur faite au maître de dicter la loi à ses domestiques et dans le maintien des inégalités de traitement à raison du sexe.

Par ses nombreuses applications, le Code civil nous a donc apporté la réhabilitation du principe de législation de classe : il nous a fait revivre bon nombre de dispositions de l'ancien régime et, qui plus est, les a implantées dans notre législation contemporaine.

Cette influence napoléonienne, nous l'avons retrouvée jusque sous la Troisième République ; avec elle, la Nation, par les actes de ses représentants, réclame à nouveau le fruit de la Révolution. Dès lors, le magistrat dans sa jurisprudence, puis le législateur dans ses dispositions, se soumettent au principe d'égalité devant la loi ; progressivement, ils écartent les inégalités de traitement :

Le domestique n'est plus soumis à la loi de son maître. Le clergé perd son ancien traitement de faveur. La femme tend à son émancipation. La noblesse enfin se voit restreindre le champ d'évolution de son

régime privilégié : la création de nouveaux titres est sans application, les majorats sont voués à l'extinction.

La législation du 19^e siècle nous a convaincu de sa soumission au principe d'égalité devant la loi par l'exclusion progressive de nos textes des applications napoléoniennes de la législation de classe. Elle ne laisse, en effet, substituer que les dispositions réglementant la transmission des titres de noblesse et quelques incapacités résultant de la différence de sexe. Elle nous a par suite fait preuve de sa fidélité au principe révolutionnaire d'égalité; sa conduite fut conforme à la profession de foi du 5 fructidor an III... « la loi sera la même pour tous soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse... »

Quant à notre législation contemporaine du 20^e siècle, nous ne saurions, certes, l'incriminer d'infidélité au principe d'égalité ! Nous devons au contraire reconnaître qu'elle fait tous ses efforts pour rendre cette égalité tant équitable que possible. N'avons-nous pas vu, en effet, qu'il essaie même d'établir l'égalité devant la fortune ?

Cet idéal nouveau, cette extension récente de l'idée d'égalité n'est toutefois pas sans infraction au principe révolutionnaire d'égalité devant la loi. Pour être fidèle à cette idée de nivellement des fortunes, n'avons-nous pas vu que le législateur se voit dans l'obligation de protéger l'indigent et dans la nécessité d'imposer le fortuné ? De toute évidence, la considération de l'actif-fortune de l'intéressé nuit à l'application du principe d'égalité devant la loi. Pour répondre à son

idéal, la loi nouvelle ne doit donc s'adresser qu'aux personnes créancières de ressources semblables et débitrices de besoins équivalents.

Cette considération de fortune a donné naissance à une nouvelle législation de classe. Protéger l'indigent, obliger le fortuné, telle est la profession de foi socialiste de nos représentants !

Nous avons vu que cette idée nouvelle ne s'imposa que progressivement à l'esprit du législateur.

Un double essai fut tenté avec succès au cours des dernières années du 19^e siècle et aboutit en 1895 et 1898 aux lois sur l'insaisissabilité des salaires et petits traitements et sur la responsabilité des accidents du travail. Il eut pour résultat d'acclimater le principe nouveau et de préparer l'opinion publique qui, tour à tour, accepte favorablement les lois sur le libre salaire de la femme mariée et sur la petite propriété.

En 1914, le terrain d'extension est donc propice, aussi la bienveillante législation de guerre n'hésitera-t-elle pas à émettre sans restriction ses nombreuses applications du principe d'égalité devant la fortune. En quelques années, nous avons vu s'organiser la protection des travailleurs modestes : sont bientôt dotées d'une législation propre les classes sociales des ouvriers, des petits propriétaires, des petits locataires. Parallèlement, les personnes à qui la fortune a souri se voient grever de lourdes mesures d'imposition, nous en avons constaté l'application dans le domaine civil et dans le domaine fiscal.

L'œuvre de nivellement de la législation de classe

s'est donc affirmée comme principe directeur. De nos jours, l'idée d'égalité devant la fortune a suppléé le principe d'égalité devant la loi. La législation de classe est devenue le corollaire de l'égalité; elle s'est acquise l'opinion publique qui, désormais, la considère comme le droit commun obligatoire.

Un seul fait rapporté par nos grands journaux quotidiens nous convaincra de cette assimilation :

« L'Union des femmes de ménage de Paris porte à la connaissance des maîtresses de maisons les conditions auxquelles elles seront soumises à partir du 1^{er} janvier 1922 : ... 1 fr. 50 pour les appartements dont le loyer ne dépasse pas 3,000 fr.; 2 fr. de l'heure pour les loyers supérieurs... »

Pourrions-nous ne pas voir dans cette déclaration la reconnaissance la plus formelle de la législation de classe ?

Ainsi, par suite de l'idée nouvelle d'égalité devant la fortune, le principe de législation de classe tend à devenir le principe directeur de notre législation contemporaine.

Dans le but de protéger le travailleur modeste et d'obliger celui à qui la fortune a souri, elle prend en considération la fortune des individus pour les grouper en classes sociales afin de leur appliquer un traitement adéquat à son idéal.

Vu : Le Président de la Thèse,
GEORGES RIPERT.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	1
Déclaration des droits de l'homme	1
Code Civil	8
XIX ^e Siècle	10
XX ^e Siècle	11
Définition de la législation de classe	14
 <i>Sommaire :</i>	19
INEGALITES DE TRAITEMENT AU 19 ^e SIÈCLE	21
<i>De la noblesse</i>	23
Histoire de la législation de la noblesse	23
Histoire de la législation des majorats	29
Régime des titres	37
acquisition	38
transmission	41
Régime des majorats	49
 <i>Du Clergé</i>	55
Empêchement au mariage	57
Insaisissabilité des traitements	64
Obligation militaire	66

<i>De la domesticité (art. 1781 C. C.)</i>	69
<i>Des femmes</i>	75
LEGISLATION DE CLASSE AU 20 ^e SIÈCLE	81
<i>Ouvriers</i>	85
Insaisissabilité de salaires	85
Accident travail	94
Assurances sociales	99
Indemnités de vie chère	101
Salaires de la femme mariée	104
<i>Des petits propriétaires</i>	109
Habitation à Bon marché	109
Petits assurés et la prorogation de paiement	113
Règlement transactionnel des Commerçants	116
<i>Des petits locataires</i>	121
Loi 9 mars 1918	125
<i>Imposition des privilégiés de la fortune</i>	133
Indemnité accordée au propriétaire.....	135
Mesures fiscales	140
<i>Conclusions</i>	143

ERRATA :

- Page 39, dernière ligne, au lieu de « arrêtés » lire « arrêts »
Page 45, 24^e ligne, au lieu de « 1859 » lire « 1849 »
Page 51, 24^e ligne, au lieu de « 1809 » lire « 1808 »
Page 69, 1^{re} ligne, au lieu de « 1907 » lire « 1807 »
Page 62, 23^e ligne, au lieu de « 1890 » lire « 1790 »
Page 72, 10^e ligne, au lieu de « à leur service » lire « à son service »
Page 76, 20^e ligne, au lieu de « 798 » lire « 298 »

COUVERTURE :

Au lieu de suffragants { MM. Carpentier } professeurs
 { Hugueney }
lire suffragants.

ADDENDUM :

Page 61, 2^e ligne, en note: Référence Casson 24 Nov. 1844 cf. S. 44.1.801
